

## **PROJET DE LOI**

relatif à la réforme de l'asile

-----

### **EXPOSÉ DES MOTIFS**

Mesdames, Messieurs,

Le présent projet de loi relatif à la réforme de l'asile a pour principal objet de garantir que la France assure pleinement son rôle de terre d'asile en Europe.

Les maux qui frappent le système d'asile français sont connus et ont été analysés avec lucidité par le rapport qu'ont remis la sénatrice Valérie Létard et le député Jean-Louis Touraine à l'issue de la concertation nationale qu'ils ont menée à l'automne 2013.

Le système de l'asile en France repose sur des fondements solides (la Convention de Genève, la protection subsidiaire, la compétence de l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides) dont l'usage s'est toutefois perverti au fil de ces dernières années. Comme l'indique le rapport des parlementaires, les dérives qu'a connues le système de l'asile sont liées à son sous-dimensionnement juridique et matériel, qui l'empêche d'absorber facilement les pics de demandes d'asile liés aux guerres civiles et aux crises régionales, mais aussi au recours abusif à la procédure d'asile, qui crée un engorgement du dispositif, allonge les délais de traitement et génère nombre d'effets pervers. Le rapport du comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques de l'Assemblée nationale sur l'évaluation de la politique d'accueil des demandeurs d'asile, présentés par les députés Jeanine Dubié et Arnaud Richard, se fonde sur ces mêmes constats pour formuler des propositions.

L'allongement des délais de traitement de la demande d'asile, outre qu'il crée une injustice profonde à l'égard des personnes en besoin d'une protection, ouvre aux demandeurs une période de droits juridiques et matériels qui incite au dépôt de demandes abusives, lesquelles contribuent à engorger davantage le dispositif. L'accroissement de la demande d'asile et l'allongement des délais font également porter une charge accrue sur le parc d'hébergement, qui ne peut absorber toutes les demandes. Ceci a amené les pouvoirs publics à développer, à côté des centres d'accueil pour demandeurs d'asile (CADA), un hébergement d'urgence dédié, voire à recourir à l'hébergement d'urgence de droit commun, créant une inégalité de traitement entre demandeurs d'asile difficilement justifiable et mise en cause par les instances européennes.

En résumé, le dispositif français est aujourd'hui inefficace et inégalitaire et il crée une incitation au détournement de la procédure d'asile à des fins migratoires.

Tous les gouvernements ont essayé, depuis plus d'une dizaine d'années, de remédier à cette situation mais les instruments utilisés ont assez vite atteint leurs limites. La chance qui se présente est la nécessité de transposer d'ici à juillet 2015 les deux directives européennes adoptées en 2013 et qui impactent fortement à la fois les procédures juridiques et les conditions d'accueil des demandeurs d'asile. Le gouvernement entend saisir cette occasion, et utiliser à plein les facultés ouvertes par ces textes, pour réformer en profondeur le droit de l'asile, selon deux axes : améliorer encore la protection des personnes réellement en besoin d'une protection internationale ; et permettre plus facilement au dispositif d'écarter rapidement la demande d'asile infondée, tout en renforçant l'équité et la transparence des procédures.

Il convient d'agir d'abord sur les procédures applicables devant l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA). En préalable, le présent projet de loi consacre le principe d'indépendance de l'OFPRA dans la prise des décisions relatives à l'asile, respecté dans les faits depuis la création de l'Office. Ensuite, le projet de loi développe au bénéfice de l'OFPRA les modalités procédurales, permises par le droit européen, qui permettent d'écarter plus facilement les demandes les moins fondées : procédures d'irrecevabilité, en particulier en cas de demande de réexamen sans éléments nouveaux ; procédure de clôture du dossier et de perte des droits en cas de refus de coopération du demandeur ; procédure accélérée, qui peut être mise en œuvre de plein droit en vertu de la loi, ou par l'OFPRA sur la base de critères inhérents au contenu de la demande d'asile, ou encore par l'autorité administrative sur la base de critères extérieurs au contenu de la demande. Les dossiers classés en procédure accélérée, laquelle remplace la procédure prioritaire actuelle, pourront toujours être remis en procédure normale par l'OFPRA au fil du traitement du dossier. La notion de pays d'origine sûr, qui reste l'un des critères de placement en procédure accélérée, sera mise en œuvre selon des critères plus objectifs et plus précis, repris de ceux figurant dans la directive « procédures » de 2013. Couplé à l'accroissement des moyens de l'OFPRA, qui sera proposé dans le cadre du prochain triennal, ces instruments doivent permettre à l'Office d'assurer un traitement plus rapide des demandes abusives.

Le projet de loi apporte également plusieurs modifications substantielles aux procédures d'asile à la frontière et en rétention, qui ont fait l'objet de critiques notamment de la part de la Cour européenne des droits de l'homme : dans la procédure à la frontière, l'avis de l'OFPRA lie le ministre en charge de l'immigration sur la question de l'admission sur le territoire, sauf considérations d'ordre public ; dans la procédure en rétention est maintenu un traitement accéléré par l'OFPRA, assorti de deux tempéraments : un recours suspensif, et la possibilité pour l'OFPRA d'obtenir la libération du demandeur s'il estime ne pouvoir statuer dans les délais prévus.

Le projet de loi a également pour objet de rendre les conditions d'accueil des demandeurs d'asile plus justes et plus équitables, mais aussi, dans une certaine mesure, plus contraignantes, toujours dans le but de dissuader les demandes abusives. Il s'agit ainsi d'unifier le parc d'hébergement des demandeurs d'asile, en s'inspirant notamment du modèle du CADA, ainsi que le dispositif d'allocation. Il reviendra ensuite au pouvoir réglementaire d'adopter un barème d'allocation qui prendra en compte la composition de la famille du demandeur. De même, il importe d'unifier le statut juridique des demandeurs d'asile sur le territoire : ainsi, le projet de loi prévoit que tous se voient reconnaître un droit au maintien sur le territoire jusqu'à la fin de la procédure, y compris en cas de contentieux. Il est toutefois nécessaire de mettre fin à la concentration des demandeurs d'asile sur certaines parties du territoire (40% en Ile-de-France et 20% en Rhône-Alpes). Ceci implique de mettre en place,

comme l'ont fait bon nombre de pays de l'Union européenne, un dispositif d'hébergement contraignant permettant d'affecter le demandeur d'asile dans une autre région que celle où il se présente. Il s'agit ainsi d'assurer une meilleure acceptation locale des demandeurs d'asile et de mettre fin à certains effets de filières et de concentration communautaire. La contrepartie est qu'en cas de refus de l'hébergement proposé, le demandeur perd tout droit aux conditions d'accueil et est renvoyé vers l'hébergement d'urgence de droit commun ; et en cas d'acceptation mais de non-respect effectif de l'affectation géographique attribuée, le demandeur peut voir son dossier clos par l'OFPRA.

Le projet de loi prévoit bien entendu de créer les nouvelles garanties procédurales prévues par les directives européennes de 2013 et non encore existantes en droit français : examen de la vulnérabilité du demandeur et adaptation en conséquence des conditions d'accueil et des modalités d'examen par l'OFPRA ; présence d'un tiers à l'entretien devant l'OFPRA, que le projet de loi limite aux avocats et aux représentants d'associations de défense des étrangers. Le projet inscrit également dans la loi certains critères de fond de traitement de la demande d'asile, qui résultent d'une directive européenne de 2011. Ces critères sont largement repris aujourd'hui par la jurisprudence mais il paraît important de renforcer leur visibilité en les inscrivant expressément dans la loi.

Le projet de loi prévoit également de modifier les procédures contentieuses, qui sont aujourd'hui un des éléments de l'allongement des délais. Le texte prévoit un changement assez important des modalités de traitement contentieux par la Cour nationale du droit d'asile (CNDA) des décisions de refus de l'OFPRA. Il est proposé de créer, comme la CNDA l'avait suggéré pendant la concertation, une procédure de jugement à juge unique, en un mois, des dossiers ayant fait l'objet d'une procédure accélérée devant l'OFPRA - ce recours ayant un caractère suspensif, ce qui constitue une garantie nouvelle. Le délai de jugement de droit commun imparti à la CNDA est fixé à quatre mois, et celle-ci voit réaffirmé son rôle de juge de plein contentieux, afin d'éviter le rallongement des procédures lié au renvoi de dossiers devant l'OFPRA, qui ne serait plus permis que lorsque l'Office s'est abstenu d'examiner une demande. S'agissant des demandeurs justiciables du règlement « Dublin » et des demandeurs déboutés faisant l'objet d'une obligation de quitter le territoire, un recours suspensif devant les tribunaux administratifs jugé dans des délais courts est mis en place, de façon à la fois à respecter les obligations découlant du droit de l'Union européenne et à ne pas créer des situations d'installation sur le territoire rendant impossible les mesures de transfert ou de retour applicables à ces personnes.

Le projet de loi tend enfin à mieux définir et à renforcer les droits du bénéficiaire de la protection en matière d'accès aux droits, de réunification familiale et de documents de voyage.

En résumé, le présent projet de loi s'efforce de respecter constamment un équilibre entre l'extension des protections et la création d'instruments diversifiés permettant d'accélérer les délais et de lutter contre les demandes abusives. A terme, l'objectif est d'assurer l'extension des garanties pour tous les demandeurs d'asile ; une décision définitive dans un délai de neuf mois dans le droit commun, trois mois pour les procédures accélérées ; l'hébergement de tous les demandeurs d'asile dans des conditions identiques ; et une élévation du taux d'admission à l'asile, corollaire du découragement des procédures abusives. Tel est le chemin que le gouvernement propose pour assurer la sauvegarde de la tradition française de l'asile.

Le projet de loi comporte sept chapitres.

**Le chapitre I<sup>er</sup> est relatif aux conditions d’octroi de l’asile.**

Il inscrit dans la loi plusieurs dispositions tirées de de la directive 2011/95/UE du 13 décembre 2011 dite directive « qualification » qui constitue la refonte de la directive du 29 avril 2004.

Cette dernière a été transposée par anticipation dans la législation française par la loi n° 2003-1176 du 10 décembre 2003 relative au droit d’asile. La directive du 13 décembre 2011 comporte peu d’innovations majeures par rapport à la directive de 2004. Pour l’essentiel, elle accroît le niveau de protection des personnes en ce qui concerne l’éligibilité à la protection internationale en précisant en particulier les modalités d’évaluation de la capacité de protection et en précisant les conditions de l’asile interne ainsi que de la cessation de la protection. Elle renforce également les droits, notamment de séjour, économiques et sociaux attachés à cette protection.

En ce qui concerne les conditions d’octroi de la protection, le droit français respecte d’ores et déjà ces standards ; la jurisprudence de la Cour nationale du droit d’asile applique ces critères et l’Office français de protection des réfugiés et apatrides a adapté ses pratiques aux nouvelles normes découlant de la directive.

Il apparaît cependant souhaitable pour consolider le droit applicable et marquer le respect du droit européen, d’incorporer expressément dans le droit national ces nouvelles normes de la appliquée par la jurisprudence découlant de la refonte de 2011

Ce chapitre comporte quatre articles.

**L’article 1<sup>er</sup>** modifie l’intitulé du titre 1<sup>er</sup> du livre VII sur le droit d’asile, pour le mettre en cohérence avec les articles qu’il contient qui portent sur les différentes formes d’asile, qui recouvrent la qualité de réfugié et le bénéfice de la protection subsidiaire.

**L’article 2** est relatif aux modalités de reconnaissance de la qualité de réfugié. Il modifie l’article L. 711-2 et crée deux nouveaux articles, L. 711-3 et L. 711-4.

L’article L. 711-2 porte sur la notion d’acte de persécution ainsi que sur la notion de motifs de persécution et renvoie aux articles 9 et 10 de la directive 2011/95/UE du 13 décembre 2011, dite directive « qualification ».

Dans un but de clarification du droit, les articles L. 711-3 et L. 711-4 nouveaux, inscrivent dans le CESEDA certaines dispositions de la convention de Genève relatives aux clauses d’exclusion et aux clauses de cessation, en les assortissant des précisions découlant de la directive précitée. Ces dispositions consacrent la pratique et la jurisprudence en vigueur.

**L’article 3** porte sur les modalités selon lesquelles la protection subsidiaire est accordée.

Il modifie la rédaction de l’article L. 712-1 pour faire mieux coïncider la définition de la protection subsidiaire avec les termes des articles 2 et 15 de la directive du 13 décembre 2011. Il modifie l’article L. 712-2 sur les cas d’exclusion de la protection subsidiaire, en précisant en particulier conformément à l’article 17 de la directive précitée ce qu’il faut

entendre par personnes ayant commis des crimes ou des agissements passibles d'exclusion. L'article 3 procède de même en ce qui concerne les cas de cessation de la protection prévus à l'article L. 712-3 du CESEDA et aux articles 16 et 19 de la directive précitée. Il introduit en particulier une exception à la cessation en cas de changement de circonstances dans le pays d'origine, lorsque le bénéficiaire peut invoquer des raisons impérieuses tenant à des atteintes graves antérieures.

**L'article 4** porte sur les dispositions communes à la qualité de réfugié et à la protection subsidiaire prévues au chapitre III du titre 1<sup>er</sup>.

Il modifie l'article L. 713-2, en particulier en définissant au deuxième alinéa, conformément à l'article 7 de la directive, les acteurs de protection et en précisant la nature de la protection qui doit être « effective et non temporaire » et les modalités d'appréciation de celle-ci.

Il modifie l'article L. 713-3 pour préciser les conditions de mise en œuvre de « l'asile interne », conformément à l'article 8 de la directive qui rejoint les exigences de la jurisprudence du Conseil constitutionnel et de la Cour nationale du droit d'asile.

Il crée un article L. 713-4 qui concerne les risques découlant d'activités exercées après le départ du pays d'origine conformément à l'article 5 de la directive.

### **Le chapitre II est relatif à la procédure d'examen des demandes d'asile.**

Tout en préservant les principes qui président à l'organisation de l'OFPRA et à l'examen des demandes, le chapitre II apporte plusieurs modifications qui rénovent profondément la procédure et résultent, pour la plupart, de la transposition de de la directive 2013/32/UE du 26 juin 2013 dite directive « procédures » et de la directive 2013/33/UE du 26 juin 2013 dite directive « accueil ».

Les garanties sont renforcées et simultanément, dans un souci d'équilibre et d'efficacité des procédures, des outils nouveaux sont mis en place.

Ce chapitre comprend cinq articles.

**L'article 5** modifie l'article L. 721-2 du CESEDA relatif aux missions de l'OFPRA et consacre dans la loi le principe d'indépendance dans les décisions d'attribution de la protection, qui existe dans les faits depuis la création de l'Office en 1952.

Le même article apporte une dérogation à l'article 4 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations afin de préserver l'anonymat des officiers de protection chargés de l'instruction des demandes. Cette disposition est nécessaire pour garantir une instruction sereine et impartiale et mettre à l'abri de toutes pressions l'officier de protection. Cette disposition ne met nullement en cause le principe selon lequel le signataire de la décision est clairement identifié.

L'article 5 modifie l'article L.721-3 qui étend la compétence de l'OFPRA en matière de délivrance de documents aux bénéficiaires de la protection subsidiaire et supprime les droits de chancellerie.

Il crée deux nouveaux articles L. 721-4 et L. 721-5 habilitant l'autorité judiciaire à communiquer à l'OFPRA et à la CNDA des indications pouvant faire présumer l'existence

d'un motif d'exclusion du statut de réfugié ou du bénéfice de la protection subsidiaire ou la nature frauduleuse d'une demande d'asile.

**L'article 6** modifie l'article L. 722-1 et vise à améliorer les modalités de désignation par le conseil d'administration de l'OFPRA des pays considérés comme des pays d'origine sûrs, d'une part en adoptant une définition plus conforme à la directive « procédures », et d'autre part en renforçant l'exigence de pertinence et d'actualité de la liste (les dispositions réglementaires prévoient la possibilité de délibérations électroniques en cas de situation d'urgence).

**L'article 7** modifie profondément le chapitre III relatif à l'examen des demandes d'asile par OFPRA.

L'article L. 723-1 modifié du CESEDA maintient le principe de l'incompétence de l'OFPRA à connaître d'une demande d'asile relevant de la responsabilité d'un autre Etat en application du règlement Dublin.

L'article L. 723-2 nouveau prévoit, dans un objectif de gestion adaptée de la demande d'asile, la possibilité de procédures « accélérées », dans les cas où la demande peut apparaître manifestement étrangère à un besoin de protection. Ce dispositif concilie l'exigence d'efficacité et de dissuasion des abus du droit d'asile et le renforcement des garanties. A cet égard, il crée, conformément à la directive « procédures » de nouveaux cas d'application de la procédure accélérée, soit en vertu de la loi, soit à l'initiative de l'autorité préfectorale, soit à l'initiative de l'OFPRA ; il renforce le pouvoir d'appréciation de l'OFPRA qui a désormais la possibilité, dans tous les cas, de reclasser en procédure normale des demandes relevant de cette procédure.

L'article L. 723-3 nouveau institue, dans un objectif de renforcement de la protection, une possibilité pour l'OFPRA de statuer « prioritairement » sur les demandes manifestement fondées ainsi que sur celles faites au nom de mineurs ou par des personnes vulnérables.

Il prévoit au bénéfice de personnes se trouvant dans une situation particulière, notamment de vulnérabilité, la possibilité d'aménager les modalités d'examen des demandes. Conformément à la directive « procédures », l'office dispose d'un pouvoir d'appréciation sur le besoin de telles garanties et sur la forme qu'elles prendront qui sera fonction des situations. En ce qui concerne les mineurs, l'Office doit, dans l'intérêt supérieur de l'enfant, tenir compte de leurs besoins particuliers, notamment au regard de l'organisation de l'entretien.

Le nouvel article L. 723-4 précise dans la loi, conformément à la directive du 13 décembre 2011, les modalités d'évaluation de la demande d'asile en soulignant le principe de coopération qui préside à cette évaluation et qui implique l'obligation pour le demandeur d'apporter tous les éléments nécessaires pour étayer sa demande.

L'article L. 723-5 prévoit la possibilité pour l'OFPRA de demander un certificat médical pour l'examen des demandes d'asile.

L'article L. 723-6 est relatif à l'entretien du demandeur d'asile et répond à un souci de renforcement des droits. Il généralise largement l'obligation pour l'Office de convoquer le demandeur à un entretien, il clarifie les règles en ce qui concerne la langue utilisée et il introduit une innovation majeure, à savoir la possibilité pour le demandeur d'être assisté par

un conseil. Cette disposition qui découle d'une obligation du droit européen participe d'un souci d'amélioration de la transparence du processus de décision et de renforcement des droits des personnes. Pour conserver le caractère individuel de l'audition et garantir la qualité de l'assistance apportée, la loi encadre les conditions d'exercice de ce droit.

L'article L. 723-7 constitue la transposition de l'article 17 de la directive « procédures ». Il prévoit la transcription de l'entretien et sa communication au demandeur d'asile. Un décret en Conseil d'Etat prévoira les modalités d'application de ces dispositions.

Le nouvel article L. 723-10 relatif aux demandes d'asile irrecevables autorise l'OFPRA à ne pas examiner au fond une demande d'asile lorsque le demandeur bénéficie de manière effective d'une protection internationale dans un État membre ou sous certaines conditions, dans un État tiers. Cette disposition, conforme à l'article 33 de la directive « procédures », vise à un traitement rapide de demandes présumées abusives car présentées par des étrangers bénéficiant déjà d'une protection internationale, tout en préservant les droits des personnes. Les cas d'application sont en effet strictement définis par la loi, l'OFPRA conserve toujours le droit d'examiner au fond la demande lorsqu'il apparaît que l'étranger relève de la définition du Préambule de la Constitution, ou encore pour un autre motif, et en aucune manière l'étranger n'est exposé au risque d'un renvoi dans son pays d'origine mais sera éloigné vers le pays qui lui a accordé sa protection.

Les nouveaux articles L. 723-11 et L.723-12 relatifs aux cas de retraits explicites ou implicites d'une demande d'asile, sont la transposition des articles 27 et 28 de la directive « procédure ». Ce mécanisme constitue une innovation en droit français et vise à apporter une réponse rapide et efficace à l'égard de certains demandeurs d'asile qui de manière caractérisée manquent à leur devoir de coopération avec les autorités auprès desquelles ils revendiquent une protection et les mettent dans l'impossibilité de statuer de manière éclairée. Ces dispositions pourront s'appliquer dans quatre séries d'hypothèses strictement définies par la loi et seront mises en œuvre exclusivement par l'OFPRA qui, dans le cadre d'un examen individuel, pourra prendre une décision de clôture.

Les articles L. 723-13, L.723-14 et L.723-15 nouveaux visent à clarifier le régime applicable aux demandes de réexamen en prenant appui à la fois sur les dispositions de la directive « procédure » et sur la jurisprudence française. Tout en garantissant le droit à l'examen des demandes des personnes justifiant d'éléments nouveaux de nature à fonder la reconnaissance d'une protection, ces dispositions apportent une réponse aux demandes de réexamen manifestement dilatoires et formées dans le seul but de prolonger le maintien en France en mettant en place une procédure de recevabilité devant l'OFPRA.

**L'article 8** consolide le régime de l'asile à la frontière dans la partie législative du livre II du CESEDA en créant deux articles L. 213-8-1 et L. 213-8-2 nouveaux et en modifiant les articles L. 213-9, L. 221-1, et L.224-1. Il fait évoluer le dispositif applicable aux demandes d'asile à la frontière pour le rendre conforme aux exigences découlant des directives européennes et de la jurisprudence. Il veille à assurer un juste équilibre entre d'une part le respect des droits des personnes et les garanties d'examen et d'autre part la nécessité de disposer des outils adaptés au contrôle des entrées sur le territoire.

Ainsi il maintient le principe de la compétence du ministre chargé de l'immigration, compte tenu de la nature particulière de l'asile à la frontière. Il prévoit, en confirmant la

pratique, que l'avis de l'OFPRA, s'il considère que la demande n'est pas manifestement infondée, lie le ministre dans sa décision d'admission.

Il maintient le principe, tiré de la jurisprudence du Conseil constitutionnel, selon lequel une demande d'entrée au titre de l'asile ne peut être refusée que si elle est manifestement infondée. Il prévoit, suivant les prescriptions de la directive, les cas dans lesquels une demande d'asile peut être examinée à la frontière et par conséquent, le demandeur maintenu en zone d'attente, en renvoyant aux cas d'application de la procédure « accélérée ».

Il ajoute aux motifs de refus d'admission au titre de l'asile, les cas d'application du règlement Dublin ainsi que les irrecevabilités, comme le permet la directive « procédures ». Il prévoit, conformément à la directive « accueil » et à la directive « procédures », des garanties particulières pour les personnes vulnérables et les mineurs.

**L'article 9** modifie profondément la procédure d'asile en rétention et crée un chapitre VI, intitulé « Demandes d'asile en rétention » dans le livre V du CESEDA qui comprend deux articles L. 556-1 et L. 556-2, spécifiquement dédiés aux demandes d'asile en rétention.

Il supprime le caractère automatique du placement en rétention du demandeur d'asile et du classement en procédure accélérée de l'examen de sa demande qui ont été condamnés par la Cour de justice de l'Union européenne et par la Cour européenne des droits de l'homme.

Un demandeur d'asile pourra être maintenu en rétention et sa demande d'asile placée en procédure accélérée si sa demande a pour objet de faire échec à une mesure d'éloignement. Il bénéficiera d'un examen par l'OFPRA et par le tribunal administratif. Il bénéficiera de toutes les garanties prévues en matière de rétention et notamment du contrôle exercé par le juge des libertés et de la détention.

Ces nouvelles garanties s'accompagnent de dispositions concernant les délais d'examen et de recours, destinées à assurer l'effectivité de l'exécution des mesures d'éloignement prises à l'égard d'étrangers dont la demande d'asile est rejetée.

### **Le chapitre III est relatif à la Cour nationale du droit d'asile.**

L'article 10 qui compose ce chapitre modifie cinq articles du CESEDA ainsi que le code de justice administrative. Ces dispositions visent à la fois à consacrer la place de la CNDA dans le système français d'asile tout en lui donnant les moyens de son efficacité.

L'article 10, qui modifie l'article L. 731-2 du CESEDA, fixe des délais d'examen des recours. De manière générale, la CNDA devra statuer dans un délai de quatre mois, et dans un certain nombre de cas, elle statuera à juge unique dans un délai d'un mois. Il s'agira des cas où la demande a fait l'objet d'un examen accéléré, d'une décision d'irrecevabilité, ou a été prise à la suite d'un réexamen. Pour compléter l'efficacité de ce dispositif, il est prévu que l'aide juridictionnelle est de plein droit.

La modification de l'article L. 732-1 renforce le caractère juridictionnel en remplaçant l'organisation en section par des formations de jugement. Par ailleurs, il souligne la nécessité des compétences juridiques et géopolitiques des assesseurs à la CNDA et, pour renforcer

l'indépendance de la Cour, supprime le pouvoir de proposition de nomination des assesseurs actuellement dévolu des ministères représentés au conseil d'administration de l'OFPRA.

Il est créé un article L. 733-1-1 qui vise à renforcer la possibilité pour le président de la formation de jugement de décider du huis-clos. Ceci est particulièrement nécessaire pour préserver les droits et la sécurité des personnes.

L'article L. 733-4 nouveau confirme la compétence de juridiction de plein contentieux de la Cour

Le code de justice administrative est modifié dans ses articles L. 233-5, L. 234-3 et L. 234-4 pour tenir compte des modifications opérées dans le CESEDA.

La loi n°91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridictionnelle est actualisée pour tenir compte du remplacement de la Commission des recours des réfugiés par la CNDA.

#### **Le chapitre IV porte sur l'accès à la procédure d'asile et l'accueil des demandeurs d'asile.**

Des évolutions importantes de notre législation sont nécessaires pour tenir compte des dispositions de la directive relative aux procédures d'asile qui établit une distinction entre la présentation (orale) de la demande, son enregistrement par une autorité compétente (dans les trois jours) et l'introduction formelle de celle-ci devant l'autorité de détermination. Ce dispositif préserve cependant le partage des compétences entre l'autorité administrative chargée de l'enregistrement de la demande et de la mise en œuvre du règlement « Dublin III », et l'OFPRA, exclusivement compétent pour statuer sur le fond de la demande et à l'exclusion des demandes relevant du règlement « Dublin ».

Le nouveau régime rompt avec le dispositif actuel qui repose sur une distinction entre les demandeurs d'asile provisoirement admis au séjour et ceux qui ne le sont pas. Conformément à la directive « procédures », il confère à tous les demandeurs d'asile le droit au maintien sur le territoire. Ce droit au maintien est accordé le temps de l'examen de la demande d'asile, et la loi consacre une garantie nouvelle importante en prévoyant de manière générale le caractère suspensif du recours devant la Cour nationale du droit d'asile, au bénéfice de l'ensemble des demandeurs d'asile, sans distinction selon la nature de la procédure d'examen dont leur demande a fait l'objet.

Ce chapitre prévoit également d'introduire dans le CESEDA des éléments du règlement Dublin et son règlement d'application qui sont d'application directe, mais dont certaines dispositions peuvent toutefois nécessiter des adaptations de la législation nationale. Le règlement Dublin a pour objectif de déterminer la responsabilité de l'examen d'une demande de protection internationale par un seul Etat membre. Cette recherche, qui permet de garantir l'examen effectif d'une demande de protection, répond à un objectif de célérité dans le but d'éviter le phénomène "d'asylum shopping". Il fixe les garanties accordées au demandeur d'asile (droit à l'information, entretien individuel, recours effectif pouvant avoir un effet suspensif, respect de la dignité dans le cadre du transfert vers l'Etat membre responsable).

Ce chapitre précise enfin dans quelles conditions s'effectue la prise en charge des demandeurs d'asile. Il instaure un dispositif reposant sur un double mécanisme : un schéma national des places d'hébergement incluant l'ensemble des dispositifs actuels, décliné par

région ; une orientation nationale et directive des demandeurs vers ces centres, avec un retrait des conditions d'accueil en cas de refus par les demandeurs.

L'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII) est chargé de mettre en œuvre ce dispositif. Avant l'orientation vers un hébergement, l'OFII procède à un examen des causes de vulnérabilité du demandeur d'asile pouvant avoir une incidence sur la localisation et l'environnement du futur hébergement. L'allocation pour demandeur d'asile prend en compte les ressources du demandeur d'asile, sa situation familiale son mode d'hébergement et les prestations qui y sont offertes, son barème est défini par décret. Elle est gérée par l'OFII.

La réforme de l'asile est ainsi l'occasion de renforcer le rôle de deux opérateurs de l'Etat aux missions bien distinctes.

Ce chapitre comprend huit articles.

**L'article 11** modifie l'intitulé du titre IV dans le livre VII, qui est désormais consacré à l'accès à la procédure et aux conditions d'accueil

**L'article 12** crée un chapitre 1<sup>er</sup> au titre IV du livre VII du CESEDA consacré à l'enregistrement de la demande d'asile :

L'article L. 741-1 clarifie le droit applicable à l'enregistrement d'une demande d'asile par l'autorité administrative, dans le respect des obligations communautaires et internationales de la France, et institue une attestation de demande d'asile commune à toutes les personnes qui sollicitent la protection.

L'article L. 741-2 précise que le demandeur est mis en mesure de saisir l'OFPRA dès lors qu'il a été établi que la France est compétente et que l'OFPRA est informé de l'enregistrement de cette demande.

L'article L. 741-3 comporte des dispositions particulières applicables aux mineurs isolés.

**L'article 13** a pour objet de créer un chapitre spécifique relatif à l'application du règlement Dublin.

Le I de l'article 13 crée un chapitre II au titre IV du livre VII afin de permettre une meilleure lecture du droit national et des textes européens.

L'article L. 742-1 prévoit qu'un document spécifique sera remis au demandeur d'asile placé sous procédure Dublin attestant de sa qualité de demandeur d'asile. Cet article rappelle le principe constitutionnel selon lequel la France peut examiner toute demande d'asile même si cette demande n'entre pas dans sa compétence.

L'incompétence de l'OFPRA et de la CNDA est confirmée lorsqu'il est fait application du règlement Dublin.

L'article L. 742-2 prévoit que le demandeur d'asile peut être assigné à résidence dès lors qu'il sollicite l'asile et pendant la procédure de détermination de l'Etat membre responsable, et en tout état de cause dans une durée la plus courte possible.

L'article L. 742-3 évoque les modalités de notification de la décision de transfert vers l'Etat membre qui a reconnu sa responsabilité dans l'examen de la demande d'asile. Ce cas initialement prévu dans le livre V relatif aux mesures d'éloignement trouve davantage sa place dans le livre VII, puisqu'un demandeur d'asile placé sous procédure Dublin demeure un demandeur d'asile sur le territoire des Etats membres.

L'article L. 742-4 crée un recours spécifique conformément à l'esprit de l'article 27 du règlement Dublin qui impose aux Etats membres de prévoir dans leur droit national un recours "effectif" ou pouvant avoir un caractère suspensif de plein droit (en première instance) contre les décisions de transfert du demandeur d'asile vers l'Etat membre qui a reconnu sa responsabilité dans l'examen du dossier selon trois modalités laissées au choix des Etats membres : soit un recours en annulation pleinement suspensif ; soit un sursis automatique à l'exécution de la décision de transfert, le temps nécessaire à une juridiction de décider s'il y a lieu d'accorder un effet suspensif au recours ; soit un référé-suspension à caractère suspensif à l'initiative du requérant. La création d'un recours spécifique en annulation contre les décisions de transfert est conforme à la pratique contentieuse en matière de droit des étrangers. Par ailleurs, la durée des différentes procédures contentieuses actuelles impacte fortement les finances de l'Etat puisqu'il incombe à l'Etat membre requérant d'accorder le bénéfice des conditions matérielles d'accueil au demandeur d'asile sous procédure Dublin jusqu'à son transfert effectif vers l'Etat membre requis ayant reconnu sa responsabilité dans l'examen de la demande d'asile.

Le demandeur d'asile qui se sera vu notifier une décision de transfert pourra ainsi la contester en formant un recours en annulation devant le président du tribunal administratif dans un délai de sept jours qui disposera de 15 jours pour statuer. Dans cette situation, la décision de transfert ne pourra être exécutée avant expiration d'un délai de vingt-deux jours.

Un tel recours permettra de concilier l'ensemble des garanties offertes aux personnes placées sous procédure Dublin avec la nécessaire célérité de l'examen de ce recours et, plus généralement, du déroulement de la procédure "Dublin". Par ailleurs, la création de ce recours pourrait être combinée avec le dispositif déjà existant prévu au III de l'article L. 512-1 du CESEDA : à savoir la contestation possible devant le « juge des 72 heures » de la décision de transfert notifiée en même temps qu'une décision d'assignation à résidence ou de rétention administrative, comme l'a récemment jugé le Conseil d'Etat.

L'article L. 742-5 dispose qu'un demandeur d'asile sous procédure « Dublin » peut être assigné à résidence ou placé en rétention en vue de son transfert vers l'Etat membre qui a reconnu sa responsabilité.

Dans cette situation, la décision de transfert ne pourra être exécutée ni avant un délai de 7 jours ou de 48 heures, ni avant que le tribunal administratif ne se soit prononcé, s'il a été saisi.

L'article L. 742-6 tire les conséquences de la décision du juge administratif sur la situation de l'intéressé.

Le II de l'article 13 procède à des mesures de coordination et permet de modifier différents articles du CESEDA afin de tenir compte de la création du chapitre II du titre IV du Livre VII.

Le III de l'article 13 modifie le code de justice administrative pour tenir compte de la création du recours contre la décision de transfert.

Le IV précise que les demandeurs d'asile qui contestent la décision de transfert sont éligibles au bénéfice de l'aide juridictionnelle prévue par l'article 3 de la loi n° 91-647 modifiée du 10 juillet 1991.

**L'article 14** crée dans le titre IV un chapitre consacré au maintien sur le territoire des demandeurs d'asile pour lesquels la France est compétente.

L'article L. 743-1 prévoit que l'attestation de demande d'asile vaut droit au maintien sur le territoire et qu'elle est renouvelée jusqu'à ce que l'OFPRA statue. Ce régime se substitue au dispositif actuel d'admission provisoire au séjour. Il bénéficie à tous les demandeurs d'asile, indépendamment de la procédure qui sera suivie concernant l'examen de leur demande par l'OFPRA (procédure normale ou accélérée).

L'article L. 743-2 définit les cas dans lesquels l'attestation de demande d'asile peut être refusée, retirée ou son renouvellement refusé, entraînant pour le demandeur d'asile la perte de son droit à se maintenir sur le territoire et l'obligation de quitter le territoire. Ces cas sont définis en stricte conformité avec la directive « procédures » et ces dispositions concilient la nécessité d'éviter des abus au droit d'asile et l'exigence de garantie des droits.

L'article L. 743-3 précise que le document prévu au L. 742.1 lui permet de se maintenir sur le territoire pendant toute la durée de la procédure jusqu'à son transfert vers l'Etat membre qui aura accepté d'examiner sa demande d'asile.

L'article L. 743-4 reprend tout en les adaptant au nouveau régime de droit de maintien sur le territoire les dispositions prévues à l'article L.742-7 du CESEDA et rappelle le principe selon lequel l'étranger dont la demande d'asile a été rejetée et qui ne peut obtenir un titre de séjour à un autre titre doit quitter volontairement le territoire sous peine de faire l'objet d'une mesure de retour forcé.

L'article L. 743-5 reprend, tout en les adaptant, les dispositions prévues dans l'ancien article L. 742-6 du CESEDA. Cet article, conformément aux engagements internationaux de protection, vise à garantir qu'une personne, sous le coup d'une mesure d'éloignement, ne puisse être effectivement éloignée tant que l'OFPRA ou la CNDA n'a pas statué sur la demande d'asile.

L'article L. 311-5 est un article de mise en cohérence du CESEDA.

**L'article 15** prévoit notamment l'accès à l'hébergement et à une allocation, d'autres prestations comme l'accès à la santé ou à l'éducation pour les enfants étant prévues dans le cadre du droit commun régissant ces domaines.

L'article L. 744-1 prévoit les conditions matérielles d'accueil qui sont offertes au demandeur d'asile par L'OFII. Ces conditions matérielles constituent une offre globale de prise en charge qui couvre conformément aux obligations de la directive « accueil » : le logement, la nourriture, l'habillement et une allocation de subsistance.

L'article L. 744-2 instaure un schéma national d'hébergement des demandeurs d'asile qui fixe la répartition des places d'hébergement. Ce schéma est décliné dans chaque région par un schéma régional. Les modalités d'élaboration de ce schéma seront définies par décret en Conseil d'Etat.

L'article L. 744-3 prévoit que sur la base du schéma national, la décision d'admission dans un lieu d'hébergement est prise par l'OFII. Il en va de même pour la décision de sortie ou de changement de lieu d'hébergement. Ces lieux d'hébergement sont les centres d'accueil pour demandeur d'asile ou des lieux d'hébergement d'urgence. Pour des raisons d'ordre public, le préfet peut s'opposer à une admission.

L'article L. 744-4 charge l'OFII de la coordination des lieux d'hébergement au moyen notamment d'un fichier informatique en lien avec les lieux d'hébergement.

L'article L. 744-5 prévoit le délai pendant lequel le demandeur d'asile bénéficie des conditions d'accueil. Elles lui sont ouvertes pendant toute la durée de son séjour en France, jusqu'à la date de son transfert dans un autre Etat membre de l'Union Européenne s'il s'agit d'un demandeur d'asile relevant de la procédure « Dublin », ou jusqu'à l'expiration du délai de recours contre la décision de l'OFPRA ou de la CNDA pour les autres demandeurs d'asile. Cet article a également pour but de prévoir le régime d'expulsion des centres d'hébergement des demandeurs déboutés de leur demande d'asile.

L'article L. 744-6 dispose des conditions particulières à mettre en œuvre pour l'accueil des personnes vulnérables. Certains demandeurs d'asile, marqués par les traumatismes qu'ils ont subis dans leur pays d'origine ou lors de leur parcours d'exil, ou du fait de leur âge, de leur situation personnelle ou familiale, doivent faire l'objet de la part des pouvoirs publics mais aussi du secteur sanitaire et social d'une attention particulière. Les modalités d'évaluation de ces besoins particuliers seront fixées par un décret en Conseil d'Etat.

L'article L. 744-7 prévoit que les demandeurs d'asile qui refusent le lieu d'hébergement qui leur est proposé seront considérés comme ayant refusé le bénéfice de cette prestation et ne pourront bénéficier d'un hébergement de droit commun que s'ils sont en situation de détresse. Il prévoit également pour une absence de plus de 48 heures le régime des autorisations temporaires de quitter un son lieu d'hébergement. .

L'article L. 744-8 définit les cas de suspension ou de limitation de l'accès au bénéfice de la prise en charge du fait du demandeur d'asile ainsi que les modalités de leur mise en œuvre.

L'article L. 744-9 traite de l'allocation pour demandeur d'asile. Il réserve cette allocation aux demandeurs d'asile ayant accepté l'offre globale de prise en charge et notamment son volet hébergement. Cette allocation est versée par l'OFII selon un barème qui tient compte des ressources du demandeur d'asile, de sa situation de famille et des prestations en nature qui sont éventuellement fournies sur son lieu d'hébergement.

**L'article 16** est un article visant à mettre en conformité les dispositions du code de l'action sociale et des familles relatives aux centres d'accueil pour les demandeurs d'asile avec les dispositions de la présente loi.

**L'article 17** est un article de régulation visant à mettre en conformité les dispositions du code du travail avec les dispositions de la présente loi. Il tire ainsi les conséquences de la création de l'allocation pour demandeur d'asile dont la gestion est confiée à l'OFII.

**L'article 18** complète l'article L. 511-1 relatif aux conditions du prononcé d'une OQTF en prévoyant le cas de l'étranger dont la demande d'asile a été définitivement rejetée ou qui ne bénéficie plus du droit de maintien sur le territoire. Il complète également l'article L. 512-1 relative aux voies de recours contentieuses contre l'OQTF en prévoyant pour l'exercice du recours ainsi que pour la décision juridictionnelle des délais abrégés ainsi que des modalités procédurales adaptées. Ces dispositions ont pour objet de renforcer l'efficacité du dispositif d'éloignement des demandeurs d'asile déboutés.

### **Le chapitre V est relatif au contenu de la protection**

Conformément à la directive « qualification », et dans l'objectif de faciliter l'intégration en France, les droits des personnes auxquelles a été reconnue la protection internationale sont renforcés.

**L'article 19** modifie l'article L. 314-11, en prévoyant la délivrance d'une carte de résident aux ascendants de réfugiés. Un nouvel article L. 311-9 est créé permettant le retrait de la carte de séjour délivrée à un bénéficiaire de la protection internationale en cas de cessation ou de renonciation à la protection. Cette disposition est encadrée par des conditions de délais préservant les droits au respect de la vie privée et familiale en France.

**L'article 20** qui complète l'article L. 111-6 est relatif aux vérifications d'actes d'état civil concernant des membres de famille de réfugiés ou de bénéficiaires de la protection subsidiaire. Il doit être lu en relation avec l'article 22 créant les articles L. 752-1 et L. 752-2 relatifs à la réunification familiale.

**L'article 21** modifie le titre V consacré désormais au contenu de la protection.

L'article L. 751-1 nouveau précise que tant les bénéficiaires du statut de réfugié que les bénéficiaires de la protection subsidiaires bénéficient d'un accompagnement dans l'emploi et le logement lorsqu'ils se sont engagés dans le parcours d'accueil visé à l'article L. 311-9. Cette modification actualise l'ancien article L. 711-2 qui ne visait expressément que les réfugiés. Cette modification permet de mettre en cohérence cet article avec l'article L. 311-9 du CESEDA, tel qu'il résultera de la réforme du premier accueil.

L'article L. 751-2 affirme le principe selon lequel la situation de vulnérabilité, qu'elle soit liée à la minorité ou à une situation particulière, doit être prise en compte dans la mise en œuvre des droits des bénéficiaires d'une protection.

L'article L. 752-1 nouveau consacre le droit à la réunification familiale des réfugiés et des bénéficiaires de la protection subsidiaire. Elle confirme le principe du droit pour le bénéficiaire de cette protection à faire venir les membres de sa famille se trouvant dans le

pays d'origine, sans que lui soient opposées les conditions de durée de séjour préalable, de logement et de ressources, normalement exigibles des autres étrangers sollicitant le droit au regroupement familial. Ce principe se justifie par le souci, pour des raisons humanitaires et de protection, de permettre la reconstitution de la cellule familiale du réfugié le plus rapidement possible.

Le nouvel article L. 752-2 a trait à la recherche de membres de famille d'un mineur isolé bénéficiaire de la protection et vise à garantir l'intérêt supérieur de l'enfant.

Le nouvel article L.752-3 instaure la possibilité pour l'OFPRA de demander un certificat médical lorsque cela lui paraît nécessaire pour évaluer la nécessité de maintenir la protection accordée.

Le nouveau chapitre III du titre V du CESEDA donne une base légale aux titres de voyage délivrés tant à des réfugiés qu'à des personnes sous protection subsidiaire en définissant leurs conditions d'attribution dans le respect de la convention de Genève et de la directive de 2011.

Par ailleurs, cet article crée un nouveau chapitre IV constitué d'un article unique, article L. 754-1, qui reprend en l'actualisant l'ancien article L. 751-2 listant les dispositions nécessitant pour leur application que soient pris des décrets en Conseil d'État.

**Le chapitre VI** contient les dispositions relatives aux Outre-mer.

Il comporte deux articles.

**L'article 22** adapte les dispositions du titre VI du livre VII.

**L'article 23** modifie les dispositions des ordonnances relatives aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers dans les îles Wallis et Futuna, la Polynésie et la Nouvelle Calédonie.

**Le chapitre VII** contient les dispositions finales.

**L'article 24** a pour objet de supprimer la possibilité pour l'OFII de recourir à des recrutements en contrat à durée indéterminé et, corrélativement, d'ouvrir aux personnels de l'OFII, des voies d'accès réservées aux corps du ministère de l'intérieur par application du dispositif institué par la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 « relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique ».

**L'article 25** prévoit les dates d'entrée en vigueur de la loi.

**VERSION DU 22.05.2014**

**PROJET DE LOI**

relatif à la réforme de l'asile

NOR : [ ]

-----

**CHAPITRE I<sup>ER</sup>**

**DISPOSITIONS RELATIVES AUX CONDITIONS D'OCTROI DE L'ASILE**

**Article 1<sup>er</sup>**

L'intitulé du titre I<sup>er</sup> du livre VII du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est ainsi rédigé : « Les conditions d'octroi de l'asile ».

**Article 2**

L'article L. 711-2 du même code est remplacé par des articles L. 711-2, L. 711-3 et L. 711-4 ainsi rédigés :

« *Art. L. 711-2.* – Les actes de persécution et les motifs de persécution au sens de la section A de l'article 1<sup>er</sup> de la convention de Genève sont appréciés dans les conditions prévues à l'article 9, paragraphes 1 et 2, et à l'article 10, paragraphe 1, de la directive 2011/95/UE du Parlement Européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant les normes relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, à un statut uniforme pour les réfugiés ou les personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire, et au contenu de cette protection (refonte).

« Pour que la qualité de réfugié soit reconnue, il doit exister un lien entre l'un des motifs de persécution et les actes de persécution ou l'absence de protection contre de tels actes.

« Lors de l'appréciation de ses craintes d'être persécuté du fait de l'un des motifs mentionnés à la section A de l'article 1<sup>er</sup> de la convention de Genève, le demandeur doit posséder effectivement la caractéristique liée à ce motif ou cette caractéristique doit lui être imputée par l'auteur des persécutions.

« *Art. L. 711-3.* – Le statut de réfugié n'est pas accordé à une personne qui relève de l'une des clauses d'exclusion prévues à la section D, E ou F de l'article 1<sup>er</sup> de la convention de Genève.

« La section F de l'article 1<sup>er</sup> de la convention de Genève s'applique aux personnes qui sont les instigatrices, les auteurs ou les complices des crimes ou des agissements mentionnés à ladite section ou qui y sont personnellement impliquées.

« *Art. L. 711-4.* – L'Office français de protection des réfugiés et apatrides peut mettre fin au statut de réfugié lorsqu'il apporte la preuve que la personne concernée relève de l'une des

clauses de cessation prévues à la section C de l'article 1<sup>er</sup> de la convention de Genève. Pour l'application des 5 et 6 de cette section C, le changement dans les circonstances ayant justifié l'octroi du statut de réfugié doit être suffisamment significatif et non provisoire pour que les craintes du réfugié d'être persécuté ne puissent plus être considérées comme fondées.

« L'office peut également mettre fin à tout moment au statut de réfugié s'il apporte la preuve :

« a) Que le réfugié aurait dû être exclu du statut de réfugié en vertu de l'article 1<sup>er</sup>, section D, E ou F, de la convention de Genève ;

« b) Que la décision d'octroi du statut de réfugié a résulté d'une fraude. »

### Article 3

Le chapitre II du titre I<sup>er</sup> du livre VII du même code est ainsi modifié :

1° L'article L. 712-1 est ainsi modifié :

a) Les deux premiers alinéas sont ainsi rédigés :

« Le bénéfice de la protection subsidiaire est accordé à toute personne qui ne remplit pas les conditions pour se voir reconnaître la qualité de réfugié et pour laquelle il existe des motifs sérieux et avérés de croire qu'elle courrait dans son pays un risque réel de subir l'une des atteintes graves suivantes :

« a) La peine de mort ou une exécution ; » ;

b) Au dernier alinéa, le mot : « , directe » est supprimé et le mot : « généralisée » est remplacé par le mot : « aveugle » ;

2° L'article L. 712-2 est ainsi modifié :

a) Au b), les mots : « de droit commun » sont supprimés ;

b) L'article est complété par deux alinéas ainsi rédigés :

« Les dispositions des a), b) et c) ci-dessus s'appliquent aux personnes qui sont les instigatrices, les auteurs ou les complices des crimes ou des agissements mentionnés à ces alinéas ou qui y sont personnellement impliquées.

« La protection subsidiaire peut être refusée à une personne s'il existe des raisons sérieuses de penser qu'elle a commis, avant son entrée en France, un ou plusieurs crimes qui ne relèvent pas du champ d'application des a), b), c) et d) du présent article et qui seraient passibles d'une peine de prison s'ils avaient été commis en France, et qu'elle n'a quitté son pays d'origine que dans le but d'échapper à des sanctions résultant de ces crimes. » ;

3° L'article L. 712-3 est ainsi rédigé :

« Art. L. 712-3. – L'Office français de protection des réfugiés et apatrides peut mettre fin au bénéfice de la protection subsidiaire lorsqu'il apporte la preuve que les circonstances ayant justifié l'octroi de cette protection ont cessé d'exister ou ont connu un changement suffisamment significatif et non provisoire pour que celle-ci ne soit plus requise.

« Il ne peut être mis fin à la protection subsidiaire en application du premier alinéa lorsque son bénéficiaire peut invoquer des raisons impérieuses tenant à des atteintes graves antérieures pour refuser de se réclamer de la protection de son pays.

« L'office peut également mettre fin à tout moment au bénéfice de la protection subsidiaire s'il apporte la preuve :

« a) Que son bénéficiaire aurait dû être exclu de cette protection pour l'un des motifs prévus à l'article L. 712-2 ;

« b) Que l'octroi de cette protection a résulté d'une fraude. »

#### Article 4

Le chapitre III du titre I<sup>er</sup> du livre VII du même code est ainsi modifié :

1° L'article L. 713-2 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, le mot : « menaces » est remplacé par le mot : « atteintes » ;

b) Au second alinéa, après les mots « de l'État », sont insérés les mots : « , des partis » ;

c) Le second alinéa est complété par les mots : « qui contrôlent l'État ou une partie importante du territoire de celui-ci. Cette protection doit être effective et non temporaire » ;

d) L'article est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Une telle protection est en principe assurée lorsque les acteurs mentionnés au deuxième alinéa prennent des mesures appropriées pour empêcher les persécutions ou les atteintes graves, entre autres lorsqu'ils disposent d'un système judiciaire effectif permettant de déceler, de poursuivre et de sanctionner les actes constituant une persécution ou une atteinte grave, et lorsque le demandeur a accès à cette protection. » ;

2° À l'article L. 713-3, les mots : « et s'il est raisonnable d'estimer qu'elle peut rester dans cette partie du pays » sont remplacés par les mots : « , si elle peut, légalement et en toute sécurité, se rendre vers cette partie du territoire et que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elle s'y établisse » ;

3° Le chapitre est complété par un article L. 713-4 ainsi rédigé :

« *Art. L. 713-4.* – Les craintes de persécutions prises en compte dans l'octroi de la qualité de réfugié et le risque réel de subir des atteintes graves pouvant donner lieu au bénéfice de la protection subsidiaire peuvent être fondées sur des événements survenus après que le demandeur d'asile ait quitté son pays d'origine ou à raison d'activités qu'il a exercées après son départ du pays, notamment s'il est établi que les activités invoquées constituent l'expression et la prolongation de convictions ou d'orientations affichées dans son pays. »

## CHAPITRE II

### Dispositions relatives à la procédure d'examen des demandes d'asile

#### Section 1

#### Dispositions générales

#### Article 5

Le chapitre I<sup>er</sup> du titre II du livre VII du même code est ainsi modifié :

1° L'article L. 721-2 est ainsi modifié :

a) Après le deuxième alinéa, il est inséré deux alinéas ainsi rédigés :

« L'office exerce les missions mentionnées ci-dessus en toute indépendance et ne reçoit, dans ce cadre, aucune instruction.

« L'anonymat des agents de l'office chargés de l'instruction des demandes d'asile et de l'entretien personnel des demandeurs est assuré. »

b) Au début du troisième alinéa, le mot : « Il » est remplacé par les mots : « L'office » ;

2° L'article L. 721-3 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, après les mots : « aux réfugiés », sont insérés les mots : « , bénéficiaires de la protection subsidiaire » ;

b) Le deuxième alinéa est supprimé ;

c) Au dernier alinéa, les mots : « ; elles sont passibles de droits de chancellerie dont le produit est versé au budget général » sont supprimés.

3° Le chapitre est complété par deux articles L. 721-4 et L. 721-5 ainsi rédigés :

« Art. L. 721-4. – L'autorité judiciaire est habilitée à communiquer au directeur général de l'office et au président de la Cour nationale du droit d'asile toute indication qu'elle peut recueillir de nature à faire présumer qu'une personne qui demande l'asile ou le statut d'apatride ou qui a obtenu le statut de réfugié, le bénéfice de la protection subsidiaire ou le statut d'apatride, relève de l'une des clauses d'exclusion mentionnées aux articles L. 711-3 et L. 712-2 du présent code ou à l'article 1<sup>er</sup> de la convention de New-York du 28 septembre 1954 relative au statut des apatrides, qu'il s'agisse d'une instance civile ou d'une information criminelle ou correctionnelle même terminée par un non-lieu.

« Art. L. 721-5. – L'autorité judiciaire est habilitée à communiquer au directeur général de l'office et au président de la Cour nationale du droit d'asile, sur demande ou d'office, toute indication qu'elle peut recueillir de nature à faire présumer du caractère frauduleux d'une demande d'asile. »

## Article 6

L'article L. 722-1 du même code est ainsi modifié :

1° Au deuxième alinéa, les mots : « ainsi que, dans les conditions prévues par les dispositions communautaires en cette matière, la liste des pays considérés au niveau national comme des pays d'origine sûrs, mentionnés au 2° de l'article L. 741-4. Il » sont remplacés par le mot : « et » ;

2° Après le deuxième alinéa, il est inséré deux alinéas ainsi rédigés :

« Il fixe la liste des pays considérés comme des pays d'origine sûrs dans les conditions et selon les critères prévus par l'article 37 et l'annexe I de la directive 2013/32/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relative à des procédures communes pour l'octroi et le retrait de la protection internationale (refonte).

« Le conseil d'administration veille à l'actualité et à la pertinence des inscriptions. Il radie de la liste les pays ne remplissant plus les critères mentionnés à l'alinéa précédent et peut, en cas d'évolution rapide et incertaine de la situation dans un pays, en suspendre l'inscription. »

## Article 7

Le chapitre III du titre II du livre VII du même code est ainsi modifié :

1° Au début du chapitre, est insérée une section 1, intitulée : « Garanties procédurales et obligations du demandeur », qui comprend les articles L. 723-1 à L. 723-9 ;

2° L'article L. 723-1, dans sa rédaction antérieure à la présente loi, est ainsi modifié :

a) A la seconde phrase du premier alinéa, les mots : « présentée par une personne à laquelle l'admission au séjour a été refusée pour le motif prévu au 1° de l'article L. 741-4 » sont remplacés par les mots : « dont l'examen relève de la compétence d'un autre État en application du règlement (UE) n° 604/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 établissant les critères et mécanismes de détermination de l'État membre responsable de l'examen d'une demande de protection internationale introduite dans l'un des États membres par un ressortissant de pays tiers ou un apatride » ;

b) Le second alinéa est supprimé ;

3° Les articles L. 723-2 et L. 723-3, dans leur rédaction antérieure à la présente loi, sont remplacés par les articles L. 723-2, L. 723-3, L. 723-4, L. 723-5, L. 723-6 et L. 723-7 ainsi rédigés :

« Art. L. 723-2. – I. – L’office statue en procédure accélérée lorsque :

« 1° Le demandeur provient d’un pays considéré comme un pays d’origine sûr en application de l’article L. 722-1 ;

« 2° Le demandeur a présenté une demande de réexamen qui n’est pas irrecevable.

« II. – L’office peut, de sa propre initiative, statuer en procédure accélérée lorsque :

« 1° Le demandeur a présenté de faux documents d’identité ou de voyage, fourni de fausses indications ou dissimulé des informations ou des documents concernant son identité, sa nationalité ou les modalités de son entrée en France afin d’induire en erreur les autorités ou a présenté plusieurs demandes d’asile sous des identités différentes ;

« 2° Le demandeur n’a soulevé à l’appui de sa demande que des questions sans pertinence au regard de l’examen visant à déterminer s’il remplit les conditions d’octroi de l’asile ;

« 3° Le demandeur a fait des déclarations manifestement incohérentes et contradictoires, manifestement fausses ou peu plausibles qui contredisent des informations vérifiées relatives au pays d’origine, ce qui rend sa demande visiblement peu convaincante quant à sa qualité de bénéficiaire d’une protection au titre de l’asile.

« III. – L’office statue en procédure accélérée lorsque l’autorité administrative en charge de l’enregistrement de la demande d’asile constate que :

« 1° Le demandeur refuse de se conformer à l’obligation de donner ses empreintes digitales conformément au règlement (UE) n°603/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relatif à la création d’Eurodac pour la comparaison des empreintes digitales aux fins de l’application efficace du règlement (UE) n° 604/2013 établissant les critères et mécanismes de détermination de l’État membre responsable de l’examen d’une demande de protection internationale introduite dans l’un des États membres par un ressortissant de pays tiers ou un apatride et relatif aux demandes de comparaison avec les données d’Eurodac présentées par les autorités répressives des États membres et Europol à des fins répressives, et modifiant le règlement (UE) n° 1077/2011 portant création d’une agence européenne pour la gestion opérationnelle des systèmes d’information à grande échelle au sein de l’espace de liberté, de sécurité et de justice (refonte) ;

« 2° Le demandeur a présenté de faux documents d’identité ou de voyage, fourni de fausses indications ou dissimulé des informations ou des documents concernant son identité, sa nationalité ou les modalités de son entrée en France afin d’induire en erreur les autorités ou a présenté plusieurs demandes d’asile sous des identités différentes ;

« 3° Sans raison valable, le demandeur n’a pas présenté sa demande d’asile dans le délai de quatre-vingt-dix jours à compter de son entrée en France ;

« 4° Le demandeur ne présente une demande d’asile qu’en vue de faire échec à une mesure d’éloignement prononcée ou imminente ;

« 5° La présence en France du demandeur constitue une menace grave pour l’ordre public, la sécurité publique ou la sûreté de l’Etat.

« IV. – La procédure accélérée ne peut être mise en œuvre à l’égard de mineurs non accompagnés que dans les cas prévus au I et au 5° du III ci-dessus.

« V. – Dans tous les cas, l’office procède à un examen individuel de chaque demande dans le respect des garanties procédurales prévues à la présente section et peut décider de ne pas statuer en procédure accélérée lorsque cela lui paraît nécessaire pour assurer un examen approprié de la demande.

« VI. – Sans préjudice de l'article L. 733-4, la décision soumettant l'examen de la demande d'asile à la procédure accélérée ne peut être contestée qu'à l'appui du recours contre la décision de l'office rejetant la demande.

« Art. L. 723-3. – Pendant toute la durée de la procédure d'examen de la demande, l'office peut définir les modalités particulières d'examen qu'il estime nécessaires pour l'exercice des droits d'un demandeur en raison de sa situation particulière, de sa minorité ou de sa vulnérabilité.

« L'office peut statuer par priorité sur les demandes manifestement fondées ainsi que sur les demandes présentées par des personnes vulnérables identifiées comme ayant des besoins particuliers en matière d'accueil en application de l'article L. 744-6 ou comme nécessitant des modalités particulières d'examen, notamment lorsqu'il s'agit de mineurs non accompagnés, en application du premier alinéa du présent article.

« Lorsque l'office considère que le demandeur d'asile, en raison notamment des violences graves dont il a été victime ou de sa minorité, nécessite des garanties procédurales particulières qui ne sont pas compatibles avec l'examen de sa demande en procédure accélérée en application de l'article L. 723-2, il peut décider de ne pas statuer ainsi.

« Art. L. 723-4. – L'office se prononce, au terme d'une instruction unique, sur la reconnaissance de la qualité de réfugié ou sur l'octroi de la protection subsidiaire.

« Il appartient au demandeur de présenter, aussi rapidement que possible, tous les éléments nécessaires pour étayer sa demande d'asile. Ces éléments correspondent à ses déclarations et à tous les documents dont il dispose concernant son âge, son histoire personnelle, y compris celle de sa famille, son identité, sa ou ses nationalités, ses titres de voyage, les pays ainsi que les lieux où il a résidé auparavant, ses demandes d'asile antérieures, son itinéraire ainsi que les raisons justifiant sa demande.

« Il appartient à l'office d'évaluer, en coopération avec le demandeur, les éléments pertinents de la demande.

« L'office statue sur la demande en tenant compte de la situation prévalant dans le pays d'origine à la date de sa décision, de la situation personnelle et des déclarations du demandeur, des éléments de preuve et d'information qu'il a présentés ainsi que, le cas échéant, des activités qu'il a exercées depuis le départ de son pays d'origine et qui seraient susceptibles de l'exposer dans ce pays à des persécutions ou des atteintes graves. L'office tient compte également, le cas échéant, du fait qu'il est raisonnable de considérer que le demandeur peut se prévaloir de la protection d'un autre pays dont il est en droit de revendiquer la nationalité.

« Le fait que le demandeur a déjà fait l'objet de persécutions ou d'atteintes graves ou de menaces directes de telles persécutions ou atteintes constitue un indice sérieux du caractère fondé des craintes du demandeur d'être persécuté ou du risque réel de subir des atteintes graves, sauf s'il existe de bonnes raisons de penser que ces persécutions ou atteintes graves ne se reproduiront pas.

« Lorsqu'une partie de ses déclarations n'est pas étayée par des éléments de preuve, il n'est pas exigé du demandeur d'autres éléments de justification si, ayant présenté dès que possible, sauf motif légitime avéré, sa demande, il s'est réellement efforcé de l'étayer en présentant tous les éléments à sa disposition et en expliquant de façon satisfaisante l'absence d'autres éléments probants et si, la crédibilité générale du demandeur étant établie, ses déclarations sont considérées comme cohérentes et plausibles et ne sont pas contredites par des informations dont dispose l'office.

« Art. L. 723-5. – L'office peut demander à la personne sollicitant l'asile de se soumettre à un examen médical. Les frais liés à cet examen sont couverts par l'assurance maladie dans les conditions de droit commun.

« Le fait que la personne refuse de se soumettre à cet examen médical ne fait pas obstacle à ce que l'office statue sur sa demande.

« Un arrêté conjoint du ministre chargé de l'asile et du ministre chargé de la santé, pris après avis du directeur général de l'office, fixe les modalités d'agrément des médecins et d'établissement des certificats médicaux.

« *Art. L. 723-6.* – L'office convoque le demandeur à un entretien personnel. Il peut s'en dispenser s'il apparaît que :

« *a)* L'office s'apprête à prendre une décision reconnaissant la qualité de réfugié à partir des éléments en sa possession ;

« *b)* Des raisons médicales, durables et indépendantes de la volonté de l'intéressé, interdisent de procéder à l'entretien.

« Le demandeur se présente à l'entretien et répond personnellement aux questions qui lui sont posées par l'agent de l'office. Il est entendu dans la langue de son choix, sauf s'il existe une autre langue qu'il comprend et dans laquelle il est à même de communiquer clairement.

« Le demandeur peut se présenter à l'entretien accompagné d'un avocat ou d'un représentant d'une association de défense des droits des étrangers ou des demandeurs d'asile. Au cours de l'entretien, l'avocat ou le représentant de l'association peut prendre des notes. A la fin de l'entretien, l'avocat ou le représentant de l'association peut, à sa demande, formuler des observations.

« L'absence d'un avocat ou d'un représentant d'une association n'empêche pas l'office de mener un entretien avec le demandeur.

« Sans préjudice de l'article L. 723-11, l'absence sans motif légitime du demandeur, dûment convoqué à un entretien, ne fait pas obstacle à ce que l'office statue sur sa demande.

« Les modalités d'organisation de l'entretien sont définies par le directeur général de l'office.

« *Art. L. 723-7.* – Dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, l'entretien personnel mené avec le demandeur fait l'objet d'une transcription versée au dossier de l'intéressé.

« La transcription est communiquée à leur demande à l'intéressé ou à son avocat ou au représentant de l'association avant qu'une décision soit prise sur la demande.

« Dans le cas où il est fait application de l'article L. 723-2, cette communication peut être faite lors de la notification de la décision. » ;

4° Les articles L. 723-3-1 et L. 723-4, dans leur rédaction antérieure à la présente loi, deviennent respectivement les articles L. 723-8 et L. 723-9 de la section 1 ;

5° L'article L. 723-5, dans sa rédaction antérieure à la présente loi, est abrogé ;

6° Le chapitre est complété par des sections 2 à 4 ainsi rédigées :

« *Section 2*

« ***Demandes irrecevables***

« *Art. L. 723-10.* – L'office peut prendre une décision d'irrecevabilité, sans vérifier si les conditions d'octroi de l'asile sont réunies, dans les cas suivants :

« *a)* Lorsque le demandeur bénéficie d'une protection au titre de l'asile dans un État membre de l'Union européenne ;

« *b)* Lorsque le demandeur bénéficie du statut de réfugié et d'une protection effective dans un État tiers et y est effectivement réadmissible.

« *c)* A l'issue d'un examen préliminaire effectué dans les conditions prévues à l'article L. 723-14.

« Lors de l'entretien personnel prévu à l'article L. 723-6, le demandeur est mis à même de présenter ses observations sur l'application du motif d'irrecevabilité mentionnés au a) ou b) ci-dessus à sa situation personnelle.

« L'office conserve la faculté d'examiner la demande présentée par un étranger persécuté en raison de son action en faveur de la liberté ou qui sollicite la protection pour un autre motif.

#### « Section 3

#### « **Retrait d'une demande ou renonciation à une demande**

« Art. L. 723-11. – L'office peut prendre une décision de clôture d'examen dans les cas suivants :

« a) Le demandeur a informé l'office du retrait de sa demande d'asile ;

« b) Le demandeur, de manière délibérée et caractérisée, refuse de fournir des informations essentielles au traitement de sa demande, en particulier concernant son identité ;

« c) Le demandeur n'a pas introduit sa demande à l'office dans les délais impartis ou ne s'est pas présenté à l'entretien à l'office sans justifier de raison valable ;

« d) Le demandeur a fui ou quitté sans autorisation le lieu où il était hébergé en application de l'article L. 744-3 ou astreint à résider, ou n'a pas respecté ses obligations de présentation et de communication aux autorités, sauf s'il a informé lesdites autorités dans un délai raisonnable ou justifie de motifs indépendants de sa volonté.

« Art. L. 723-12. – Si, dans un délai inférieur à neuf mois suivant la décision de clôture, le demandeur sollicite la réouverture de son dossier ou présente une nouvelle demande, l'office rouvre le dossier et reprend l'examen de la demande au stade auquel il avait été interrompu. La décision de clôture ne peut être remise en cause que par le dépôt d'une demande de réouverture du dossier, à l'exclusion de tout recours contentieux.

« Le dossier d'un demandeur ne peut être rouvert en application du premier alinéa qu'une seule fois.

« Passé le délai de neuf mois, la décision de clôture est définitive et la nouvelle demande est considérée comme une demande de réexamen.

#### « Section 4

#### « **Demandes de réexamen**

« Art. L. 723-13. – Constitue une demande de réexamen une demande d'asile présentée après qu'une décision définitive a été prise sur une demande antérieure, y compris lorsque le demandeur avait explicitement retiré sa demande antérieure ou lorsque l'office a pris une décision de clôture à la suite d'une renonciation implicite à cette demande.

« Si des éléments nouveaux sont présentés par le demandeur d'asile alors que la procédure concernant sa demande est en cours, ceux-ci sont examinés dans le cadre de cette procédure, par l'office si celui-ci n'a pas encore statué ou par la Cour nationale du droit d'asile si celle-ci est saisie.

« Art. L. 723-14. – A l'appui de sa demande de réexamen, le demandeur indique par écrit les faits et produit tout élément susceptible de justifier un nouvel examen de sa demande d'asile.

« L'office procède à un examen préliminaire de la demande de réexamen afin de déterminer si des faits ou éléments nouveaux présentés par le demandeur, intervenus postérieurement à la décision définitive prise sur une demande antérieure ou dont il est avéré qu'il n'a pu en avoir connaissance que postérieurement à cette décision, augmentent, s'ils sont établis, de manière significative la probabilité que le demandeur justifie des conditions requises pour prétendre à une protection.

« Lors de l'examen préliminaire, l'office peut ne pas procéder à un entretien.

« Lorsqu'à la suite de cet examen, l'office conclut à l'absence d'éléments nouveaux, il peut prendre une décision d'irrecevabilité.

« Article L. 723-15 – Sans préjudice des stipulations de la convention de Genève, le statut de réfugié peut être refusé à une personne qui a introduit une demande de réexamen si le risque de persécutions est fondé sur des circonstances que le demandeur a créées de son propre fait depuis son départ du pays d'origine. »

## Section 2

### Dispositions relatives à l'examen des demandes d'asile à la frontière

#### Article 8

Le livre II du même code est ainsi modifié :

1° Après l'article L. 213-8, il est inséré deux articles L. 213-8-1 et L. 213-8-2 ainsi rédigés :

« Art. L. 213-8-1. – Une décision de refuser l'entrée en France à un étranger qui se présente à la frontière et demande à bénéficier du droit d'asile, ne peut être prise par le ministre chargé de l'immigration que si :

« 1° L'examen de sa demande d'asile relève de la compétence d'un autre Etat en application du règlement (UE) n° 604/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 établissant les critères et mécanismes de détermination de l'État membre responsable de l'examen d'une demande de protection internationale introduite dans l'un des États membres par un ressortissant de pays tiers ou un apatride ;

« 2° Sa demande d'asile est irrecevable en application de l'article L. 723-10 ;

« 3° Sa demande d'asile est manifestement infondée.

« Constitue une demande d'asile manifestement infondée une demande qui, au regard des déclarations faites par l'étranger et des documents le cas échéant produits, notamment du fait de leur caractère incohérent, contradictoire, faux ou peu plausible, apparaît manifestement dénuée de pertinence au regard des conditions d'octroi de l'asile ou manifestement dépourvue de toute crédibilité en ce qui concerne le risque de persécutions ou d'atteintes graves.

« Sauf dans le cas où l'examen de la demande d'asile relève de la compétence d'un autre Etat, la décision de refus d'entrée ne peut être prise qu'après consultation de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides qui rend son avis dans un délai fixé par voie réglementaire et dans le respect des garanties procédurales prévues au chapitre III du titre II du livre VII.

« Sauf si l'accès au territoire français de l'étranger constituerait une menace pour l'ordre public, l'avis de l'office, s'il est favorable à l'entrée en France de l'intéressé au titre de l'asile, lie le ministre chargé de l'immigration.

« L'étranger admis en France au titre de l'asile est muni sans délai d'un visa de régularisation de huit jours. Dans ce délai, l'autorité administrative compétente lui délivre, à sa demande, une attestation de demande d'asile lui permettant d'introduire sa demande auprès de l'office.

« Art. L. 213-8-2. – Le 1° de l'article L. 213-8-1 n'est pas applicable en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à Mayotte, à La Réunion, à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin. »

2° Au dixième alinéa de l'article L. 213-9, les mots : « une autorisation provisoire de séjour lui permettant de déposer » sont remplacés par les mots : « l'attestation de demande d'asile lui permettant d'introduire sa demande auprès de l'OFPRA » ;

3° Le premier alinéa de l'article L. 221-1 est remplacé par quatre alinéas ainsi rédigés :

« L'étranger qui arrive en France par la voie ferroviaire, maritime ou aérienne et qui n'est pas autorisé à entrer sur le territoire français, peut être maintenu dans une zone d'attente située

dans une gare ferroviaire ouverte au trafic international figurant sur une liste définie par voie réglementaire, dans un port ou à proximité du lieu de débarquement, ou dans un aéroport, pendant le temps strictement nécessaire à son départ.

« Les dispositions du présent titre s'appliquent également à l'étranger qui demande à entrer en France au titre de l'asile, le temps strictement nécessaire pour examiner si l'examen de sa demande relève de la compétence d'un autre Etat en application du règlement (UE) n° 604/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 établissant les critères et mécanismes de détermination de l'État membre responsable de l'examen d'une demande de protection internationale introduite dans l'un des États membres par un ressortissant de pays tiers ou un apatride, si sa demande n'est pas irrecevable ou si elle n'est pas manifestement infondée.

« Lorsque l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, dans le cadre de l'examen tendant à déterminer si la demande d'asile n'est pas irrecevable ou manifestement infondée, considère que le demandeur d'asile, notamment en raison de sa minorité ou des violences graves dont il a été victime, nécessite des garanties procédurales particulières qui ne sont pas compatibles avec le maintien en zone d'attente, il est mis fin à ce maintien. L'étranger est alors muni d'un visa de régularisation de huit jours. Dans ce délai, l'autorité administrative compétente lui délivre, à sa demande, une attestation de demande d'asile lui permettant d'introduire sa demande auprès de l'office.

« Le maintien en zone d'attente d'un mineur non accompagné, le temps strictement nécessaire à l'examen tendant à déterminer si sa demande n'est pas irrecevable ou manifestement infondée, n'est possible que de manière exceptionnelle dans les cas prévus aux 1° et 2° du I, au 1° du II et au 5° du III de l'article L. 723-2. » ;

4° Dans la seconde phrase de l'article L. 224-1, les mots : « ou un récépissé de demande d'asile » sont remplacés par les mots : « ou une attestation de demande d'asile lui permettant d'introduire sa demande d'asile ».

### Section 3

## Dispositions relatives à l'examen des demandes d'asile en rétention

### Article 9

Après le chapitre V du titre V, il est inséré un chapitre VI, intitulé « Demandes d'asile en rétention », qui comprend deux articles L. 556-1 et L. 556-2 ainsi rédigés :

« *Art. L. 556-1.* – Lorsqu'un étranger placé en rétention administrative en application de l'article L. 551-1 présente une demande d'asile, l'autorité administrative peut maintenir la décision de placement en rétention si elle estime que la demande d'asile est présentée dans le seul but de faire échec à l'exécution de la décision d'éloignement, le temps nécessaire à l'examen de sa demande d'asile par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides ainsi que, en cas d'irrecevabilité ou de rejet de celle-ci, le temps nécessaire à l'organisation de son départ.

« La demande d'asile est examinée selon la procédure accélérée mentionnée à l'article L. 723-2. L'office statue dans les conditions prévues aux articles L. 723-2 à L. 723-15.

« Il est mis fin à la rétention si l'office considère qu'il ne peut examiner la demande selon la procédure prévue à l'article L. 723-2 ou s'il reconnaît à l'étranger la qualité de réfugié ou lui accorde le bénéfice de la protection subsidiaire.

« En cas de décision d'irrecevabilité ou de rejet de l'office, l'étranger maintenu en rétention peut demander au président du tribunal administratif l'annulation de cette décision dans les quarante-huit heures suivant sa notification.

« Le président du tribunal administratif ou le magistrat qu'il désigne à cette fin statue dans le délai et les conditions prévus au III de l'article L. 512-1.

« La mesure d'éloignement ne peut être mise à exécution avant l'expiration d'un délai de quarante-huit heures suivant la notification de la décision de l'office, ni avant que le tribunal administratif n'ait statué s'il a été saisi.

« Si la décision de l'office est annulée, il est immédiatement mis fin à la rétention et l'autorité administrative statue à nouveau sur le cas de l'intéressé.

« Un décret en Conseil d'État précise les modalités d'application de cet article.

« *Art. L. 556-2.* – En Guyane, en Guadeloupe, à Mayotte, à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin, les dispositions des quatrième à sixième alinéas de l'article L. 556-1 ne sont pas applicables. »

### CHAPITRE III

## Dispositions relatives à la Cour nationale du droit d'asile

### Article 10

I. – Le titre III du livre VII du même code est ainsi modifié :

1° L'article L. 731-2 est ainsi rédigé :

« *Art. L. 731-2.* – La Cour nationale du droit d'asile statue, dans un délai de quatre mois à compter de sa saisine, sur les recours formés contre les décisions de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, prises en application des articles L. 711-1 à L. 711-4, L. 712-1 à L. 712-3, L. 713-1 à L. 713-4, L. 723-1 et L. 723-3 à L. 723-8. À peine d'irrecevabilité, ces recours doivent être exercés dans le délai d'un mois à compter de la notification de la décision de l'office.

« Le président de la Cour nationale du droit d'asile ou le président de formation de jugement qu'il désigne à cette fin statue, dans un délai d'un mois à compter de sa saisine, sur les recours formés contre les décisions de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, prises en application des articles L. 723-2, L. 723-10 et L. 723-14. À peine d'irrecevabilité, ces recours doivent être exercés dans le délai de quinze jours à compter de la notification de la décision de l'office.

« Le bénéfice de l'aide juridictionnelle peut être demandé dans le délai de recours contentieux et au plus tard lors de l'introduction du recours. Son bénéfice est de plein droit. » ;

2° L'article L. 732-1 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, le mot : « sections » est remplacé par les mots : « formations de jugement » ;

b) Le 2° est complété par les mots : « en raison de ses compétences dans les domaines juridique ou géopolitique » ;

c) Au 3°, les mots : « sur proposition de l'un des ministres représentés au conseil d'administration au conseil d'administration de l'office » sont remplacés par les mots : « en raison de ses compétences dans les domaines juridique ou géopolitique » ;

d) L'article est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les formations de jugement sont regroupées en chambres et en section, sur décision du président de la Cour. » ;

3° Après l'article L. 733-1, il est inséré un article L. 733-1-1 ainsi rédigé :

« *Art. L. 733-1-1.* – Les débats devant la Cour nationale du droit d'asile ont lieu en audience publique. Toutefois, le président de la formation de jugement peut décider que

l'audience aura lieu ou se poursuivra hors la présence du public, si les circonstances de l'affaire l'exigent. »

4° Après l'article L. 733-3, il est inséré un article L. 733-4 ainsi rédigé :

« *Art. L. 733-4.* – Saisie d'un recours contre une décision du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, la Cour nationale du droit d'asile statue, en qualité de juge de plein contentieux, sur le droit du requérant à une protection au titre de l'asile au vu des circonstances de fait dont elle a connaissance au moment où elle se prononce.

« La cour ne peut annuler une décision du directeur général de l'office et lui renvoyer l'examen de la demande d'asile que lorsqu'elle juge que l'office a pris cette décision sans procéder à un examen particulier de la demande ou en se dispensant, en dehors des cas prévus par la loi, d'un entretien personnel avec le demandeur et qu'elle n'est pas en mesure de prendre immédiatement une décision positive sur la demande dont elle est saisie. »

II. – Le code de justice administrative est ainsi modifié :

1° Au dernier alinéa de l'article L. 233-5, le mot : « section » est remplacé par les mots : « formation de jugement » ;

2° Au second alinéa de l'article L. 234-3, le mot : « section » est remplacé par les mots : « chambre » et la seconde phrase est supprimée ;

3° À l'article L. 234-4, après les mots : « au moins huit chambres », sont insérés les mots : « ou de président de section à la Cour nationale du droit d'asile ».

III. – La loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique est ainsi modifiée :

1° Au dernier alinéa de l'article 3, les mots : « commission des recours des réfugiés » sont remplacés par les mots : « cour nationale du droit d'asile » ;

2° Au quatrième alinéa de l'article 14, les mots : « Commission des recours des réfugiés » sont remplacés par les mots : « Cour nationale du droit d'asile » ;

3° Au quatrième de l'article 16, les mots : « de section mentionnés à l'article 5 de la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 portant création d'un office français de protection des réfugiés et apatrides » sont remplacés par les mots : « de formation de jugement mentionnés à l'article L. 732-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ».

CHAPITRE IV  
**Dispositions relatives à l'accès à la procédure d'asile  
et à l'accueil des demandeurs**

**Article 11**

L'intitulé du titre IV du livre VII du même code est ainsi rédigé : « Accès à la procédure et conditions d'accueil des demandeurs d'asile ».

**Article 12**

Le chapitre I<sup>er</sup> du titre IV du livre VII du même code est ainsi rédigé :

« *Chapitre I<sup>er</sup>*  
« **Enregistrement de la demande d'asile**

« *Art. L. 741-1.* – Tout étranger présent sur le territoire français et souhaitant demander l'asile se présente en personne à l'autorité administrative compétente qui enregistre sa demande et procède à la détermination de l'Etat responsable en application du règlement (UE) n° 604/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 établissant les critères et mécanismes de détermination de l'État membre responsable de l'examen d'une demande de protection internationale introduite dans l'un des États membres par un ressortissant de pays tiers ou un apatride.

« L'étranger est tenu de coopérer avec l'autorité administrative compétente en vue d'établir son identité, sa ou ses nationalités, sa situation familiale, son parcours depuis son pays d'origine ainsi que, le cas échéant, ses demandes d'asile antérieures. Il présente tous documents d'identité ou de voyage dont il dispose.

« Lorsque l'enregistrement de sa demande d'asile a été effectué, l'étranger se voit remettre une attestation de demande d'asile.

« La délivrance de cette attestation ne peut être refusée au motif que l'étranger est démuné des documents et visas mentionnés à l'article L. 211-1.

« Cette attestation n'est pas délivrée à l'étranger qui demande l'asile à la frontière ou en rétention.

« *Art. L. 741-2.* – Lorsque l'examen de la demande d'asile relève de la compétence de la France, l'étranger est mis en mesure d'introduire sa demande auprès de l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides. L'autorité administrative compétente informe immédiatement l'office de l'enregistrement de la demande et de la remise de l'attestation de demande d'asile.

« L'office ne peut être saisi d'une demande d'asile que si celle-ci a été préalablement enregistrée par l'autorité administrative compétente et si l'attestation de demande d'asile a été remise à l'intéressé.

« *Art. L. 741-3.* – Lorsque la demande d'asile est présentée par un mineur sans représentant légal sur le territoire français, le procureur de la République, avisé par l'autorité administrative, lui désigne un administrateur *ad hoc*. Celui-ci assiste le mineur et assure sa représentation dans le cadre des procédures administratives et juridictionnelles relatives à la demande d'asile.

« L'administrateur *ad hoc* nommé en application de ces dispositions est désigné par le procureur de la République compétent sur une liste de personnes morales ou physiques.

« La mission de l'administrateur *ad hoc* prend fin dès le prononcé d'une mesure de tutelle. »

### Article 13

I. – Le chapitre II du titre IV du livre VII du même code est ainsi rédigé :

« *Chapitre II*  
« *Procédure de détermination*  
*de l'Etat responsable de l'examen de la demande d'asile*

« *Art. L. 742-1.* – Lorsque l'autorité administrative estime que l'examen d'une demande d'asile relève de la compétence d'un autre Etat qu'elle entend requérir, le demandeur se voit remettre une attestation de demande d'asile mentionnant la procédure dont il fait l'objet. Ce document est renouvelable durant la procédure de détermination de l'Etat responsable de l'examen de la demande et, le cas échéant, jusqu'à son transfert effectif à destination de cet Etat.

« Les dispositions du présent article ne font pas obstacle au droit souverain de l'Etat d'accorder l'asile à toute personne dont l'examen de la demande relève de la responsabilité d'un autre Etat.

« *Art. L. 742-2.* – L'autorité administrative peut, aux fins de mise en œuvre de la procédure de détermination de l'Etat responsable de l'examen de la demande d'asile, assigner à résidence le demandeur.

« La décision d'assignation à résidence est motivée. Elle peut être prise pour une durée maximale de deux mois, et renouvelée une fois ou plus dans la même limite de durée, par une décision également motivée.

« Le demandeur astreint à résider dans les lieux qui lui sont fixés doit se présenter aux convocations de l'autorité administrative, répondre aux demandes d'information et se rendre aux entretiens prévus dans le cadre de la procédure de détermination de l'Etat responsable de l'examen de sa demande d'asile. L'autorité administrative peut prescrire à l'étranger la remise de son passeport ou de tout document justificatif de son identité dans les conditions prévues à l'article L. 611-2.

« *Art. L. 742-3.* – Sous la réserve mentionnée au dernier alinéa de l'article L. 742-1, l'étranger dont l'examen de la demande d'asile relève de la responsabilité d'un autre Etat, peut faire l'objet d'un transfert vers l'Etat responsable de cet examen.

« Toute décision de transfert fait l'objet d'une décision écrite motivée prise par l'autorité administrative.

« Cette décision est notifiée à l'intéressé avec mention de son droit d'avertir ou de faire avertir son consulat, un conseil ou toute personne de son choix. La décision mentionne également son droit d'introduire un recours en annulation sur le fondement de l'article L. 742-4 et précise les voies et délais de ce recours. L'étranger est informé des principaux éléments de la décision, notamment des voies et délais de recours. Ces éléments lui sont communiqués dans une langue qu'il comprend ou dont il est raisonnable de supposer qu'il la comprend.

« *Art. L. 742-4.* – I. – L'étranger qui a fait l'objet d'une décision de transfert mentionnée à l'article L. 742-3 peut, dans le délai de sept jours suivant sa notification, en demander l'annulation au président du tribunal administratif.

« Le président ou le magistrat qu'il désigne à cette fin parmi les membres de sa juridiction ou les magistrats honoraires inscrits sur la liste mentionnée à l'article L. 222-2-1 du code de justice administrative statue dans un délai de quinze jours à compter de sa saisine.

« Aucun autre recours ne peut être introduit contre la décision de transfert.

« L'étranger peut demander au président du tribunal ou au magistrat désigné par lui le concours d'un interprète. L'étranger est assisté de son conseil s'il en a un. Il peut demander au président du tribunal administratif ou au magistrat désigné à cette fin qu'il lui en soit désigné un d'office.

« L'audience est publique. Elle se déroule sans conclusions du rapporteur public, en présence de l'intéressé, sauf si celui-ci, dûment convoqué, ne se présente pas.

« Toutefois, si, en cours d'instance, l'étranger est placé en rétention en application de l'article L. 551-1 ou assigné à résidence en application de l'article L. 561-2, il est statué selon la procédure et dans le délai prévus au II du présent article.

« II. – Lorsque qu'une décision de placement en rétention prise en application de l'article L. 551-1 ou d'assignation à résidence prise en application de l'article L. 561-2 est notifiée avec la décision de transfert, l'étranger peut, dans les quarante-huit heures suivant leur notification, demander au président du tribunal administratif l'annulation de la décision de transfert et de la décision de placement en rétention ou d'assignation à résidence.

« Il est statué sur ce recours selon la procédure et dans le délai prévus au III de l'article L. 512-1.

« Il est également statué selon la même procédure et dans le même délai sur le recours formé contre une décision de transfert par un étranger qui fait l'objet en cours d'instance d'une décision de placement en rétention ou d'assignation à résidence. Dans ce cas, le délai de soixante-douze heures pour statuer court à compter de la notification par l'administration au tribunal de la décision de placement en rétention ou d'assignation à résidence.

« *Art. L. 742-5.* – Les articles L. 551-1 et L. 561-2 sont applicables à l'étranger faisant l'objet d'une décision de transfert dès sa notification.

« La décision de transfert ne peut faire l'objet d'une exécution d'office ni avant l'expiration d'un délai de sept jours ou, si une décision de placement en rétention prise en application de l'article L. 551-1 ou d'assignation à résidence prise en application de l'article L. 561-2 a été notifiée avec la décision de transfert, avant l'expiration d'un délai de quarante-huit heures, ni avant que le tribunal administratif n'ait statué s'il a été saisi.

« *Art. L. 742-6.* – Si la décision de transfert est annulée, il est immédiatement mis fin aux mesures de surveillance prévues au livre V. L'autorité administrative statue à nouveau sur le cas de l'intéressé. »

II. – Le même code est ainsi modifié :

1° L'article L. 111-7 est ainsi modifié :

a) A la première phrase, les mots : « ou de retenue pour vérification du droit de circulation ou de séjour » sont remplacés par les mots : « , de retenue pour vérification du droit de circulation ou de séjour ou de transfert vers l'Etat responsable de l'examen de sa demande d'asile » ;

b) A la troisième phrase, les mots : « ou de placement » sont remplacés par les mots : « , de placement ou de transfert » ;

2° A la première phrase de l'article L. 111-8, il est inséré, après la référence : « aux livres II, V et VI », la référence : « et à l'article L. 742-3 » ;

3° L'article L. 531-2 est ainsi modifié :

a) Le premier alinéa est supprimé ;

b) Au début du deuxième alinéa, les mots : « Les mêmes dispositions sont également » sont remplacés par les mots : « Les dispositions de l'article L. 531-1 sont applicables » ;

4° Le 1° de l'article L. 551-1 du même code est complété par les mots : « ou fait l'objet d'une décision de transfert en application de l'article L. 743-3 » ;

5° Le 2° de l'article L. 561-1 du même code est complété par les mots : « ou transféré vers l'Etat responsable de sa demande d'asile en application de l'article L. 742-3 ».

III. – Après le chapitre VII du titre VII du livre VII du code de justice administrative, il est inséré un chapitre VII *bis* ainsi rédigé :

*« Chapitre VII bis  
« Le contentieux des décisions de transfert vers l'Etat responsable  
de l'examen de la demande d'asile*

*« Art. L. 777-2. – Les modalités selon lesquelles le président du tribunal administratif ou le magistrat qu'il a désigné examine les recours en annulation formés contre les décisions de transfert mentionnées à l'article L. 742-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile obéissent aux règles définies par les articles L. 512-1, L. 742-4, L. 742-5 et L. 742-6 du même code. »*

IV. – Au quatrième alinéa de l'article 3 de la loi n°91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, la référence : « et L. 552-1 à L. 552-10 » est remplacée par la référence : « , L. 552-1 à L. 552-10 et L. 742-4 ».

#### **Article 14**

I. – Le titre IV du livre VII du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est complété par un chapitre III ainsi rédigé :

*« Chapitre III  
« Droit au maintien sur le territoire français*

*« Art. L. 743-1. – L'attestation délivrée en application de l'article L. 741-1 permet à l'étranger dont l'examen de la demande relève de la compétence de la France, de se maintenir sur le territoire français. Ce document, dès lors que la demande a été introduite auprès de l'office français de protection des réfugiés et apatrides, est renouvelable jusqu'à ce que l'office statue et, si un recours est formé devant la Cour nationale du droit d'asile, jusqu'à ce que la cour statue.*

*« Art. L. 743-2. – Par dérogation à l'article L. 743-1, sous réserve du respect des stipulations de l'article 33 de la convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés et de l'article 3 de la convention européenne de sauvegarde des droits et des libertés fondamentales, le droit de se maintenir en France prend fin et l'attestation de demande d'asile peut être refusée, retirée ou son renouvellement refusé lorsque :*

*« a) L'Office français de protection des réfugiés et apatrides a pris une décision d'irrecevabilité en application de l'article L. 723-10 ;*

*« b) L'Office français de protection des réfugiés et apatrides a pris une décision de clôture en application de l'article L. 723-11. L'étranger qui obtient la réouverture de son dossier en application de l'article L. 723-11, bénéficie à nouveau du droit de se maintenir sur le territoire français ;*

*« c) L'étranger n'a introduit une première demande de réexamen, qui a fait l'objet par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides d'une décision d'irrecevabilité en application de l'article L. 723-14, qu'en vue de faire échec à une mesure d'éloignement prononcée ou imminente ;*

*« d) L'étranger présente une autre demande de réexamen après le rejet définitif d'une première demande de réexamen ;*

« e) L'étranger fait l'objet d'une extradition ou d'une procédure mentionnée au paragraphe 2 de l'article 9 de la directive 2013/32/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relatif à des procédures communes pour l'octroi et le retrait de la protection internationale (refonte).

« Art. L. 743-3. – Le demandeur d'asile qui fait l'objet de la procédure mentionnée à l'article L. 742-1 bénéficie du droit de se maintenir en France jusqu'au terme de la procédure de détermination de l'Etat responsable de l'examen de sa demande et, le cas échéant, jusqu'à son départ volontaire ou son transfert effectif à destination de cet Etat.

« Art. L. 743-4. – L'étranger auquel la reconnaissance de la qualité de réfugié ou le bénéfice de la protection subsidiaire a été définitivement refusé ou qui ne bénéficie plus du droit de se maintenir en France en application de l'article L. 743-3 et qui ne peut être autorisé à demeurer sur le territoire à un autre titre, doit quitter le territoire français, sous peine de faire l'objet d'une mesure d'éloignement prévue au titre I<sup>er</sup> du livre V et, le cas échéant, des pénalités prévues au chapitre I<sup>er</sup> du titre II du livre VI.

« Art. L. 743-5. – Sans préjudice des articles L. 556-1 et L. 743-2, lorsque l'étranger sollicitant l'enregistrement d'une demande d'asile a fait l'objet, préalablement à la présentation de sa demande, d'une mesure d'éloignement prise en application des dispositions prévues dans le livre V du présent code, celle-ci ne peut être mise à exécution avant la notification de la décision de l'office, lorsqu'il s'agit d'une décision de rejet, d'irrecevabilité ou de clôture, ou si un recours est formé devant la Cour nationale du droit d'asile contre une décision de rejet, avant la notification de la décision de la Cour. »

II. – L'article L. 311-5 du même code est ainsi modifié :

a) Les mots : « d'un récépissé de demande d'asile » sont remplacés par les mots : « d'une attestation mentionnée à l'article L. 741-1, L. 742-1 ou L. 743-1 » ;

b) L'article est complété par les mots : « ou accorder le bénéfice de la protection subsidiaire en application du livre VII ».

## Article 15

Le titre IV du livre VII du même code est complété par un chapitre IV ainsi rédigé :

### « Chapitre IV

### « Conditions d'accueil des demandeurs d'asile

#### « Section I

#### « Dispositif national d'accueil

« Art. L. 744-1. – Les conditions matérielles d'accueil du demandeur d'asile, au sens de la directive 2013/33/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013, sont proposées par l'Office français de l'immigration et de l'intégration après l'enregistrement de la demande d'asile par l'autorité administrative compétente, telles que prévues au présent chapitre.

« Art. L. 744-2. – Le schéma national d'hébergement des demandeurs d'asile fixe la répartition des places d'hébergement destinées aux demandeurs d'asile sur le territoire national. Il est arrêté par le ministre chargé de l'asile après avis du ministre chargé du logement.

« Un schéma régional est établi par le représentant de l'Etat dans la région en conformité avec le schéma national d'hébergement des demandeurs d'asile. Il comprend l'annexe au plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées mentionné au troisième alinéa de l'article 2 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement.

« Art. L. 744-3. – Les décisions d'admission dans un lieu d'hébergement pour demandeurs d'asile, de sortie de ce lieu et de changement de lieu sont prises par l'Office français de l'immigration de l'intégration sur la base du schéma national d'hébergement des demandeurs d'asile prévu à l'article L. 744-2.

« Sont des lieux d'hébergement pour demandeurs d'asile :

« 1° Les centres d'accueil pour demandeurs d'asile mentionnés au 13° du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles ;

« 2° Toute structure bénéficiant de financements du ministère en charge de l'asile pour l'accueil de demandeurs d'asile et soumise à déclaration au sens de l'article L. 322-1 du code de l'action sociale et des familles.

« Le représentant de l'Etat dans le département peut s'opposer à la décision d'admission d'un demandeur d'asile dans un lieu d'hébergement pour des motifs d'ordre public. Dans ce cas, l'Office est tenu de prendre une nouvelle décision d'admission. L'Office s'assure de la présence dans les centres des personnes qui y ont été orientées pour la durée de la procédure.

« Art. L. 744-4. – Dans le cadre de sa mission d'accueil des demandeurs d'asile définie à l'article L. 5223-1 du code du travail, l'Office français de l'immigration et de l'intégration coordonne la gestion de l'hébergement dans les lieux d'hébergement mentionnés à l'article L. 744-3.

« A cette fin, il conçoit, met en œuvre et gère, dans les conditions prévues par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, un traitement automatisé de données relatives aux capacités des lieux d'hébergement, à l'utilisation de ces capacités et aux demandeurs d'asile qui y sont accueillis.

« Les personnes morales chargées de la gestion des lieux d'hébergement mentionnés à l'article L. 744-3 sont tenues de déclarer, dans le cadre du traitement automatisé de données, les places disponibles dans les lieux d'hébergement à l'Office. Ces personnes morales sont tenues d'alerter l'autorité administrative compétente en cas d'absence injustifiée et prolongée des personnes qui y ont été orientées pour la durée de la procédure.

« Art. L. 744-5. – Les lieux d'hébergement mentionnés à l'article L. 744-3 accueillent les demandeurs d'asile pendant la durée d'instruction de leur demande d'asile ou jusqu'à leur transfert effectif vers un autre Etat européen. Cette mission prend fin à l'expiration du délai de recours contre la décision de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides ou à la date de la notification de la décision de la Cour nationale du droit d'asile ou à la date du transfert effectif vers un autre Etat membre si sa demande relève de la compétence de cet Etat.

« Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions dans lesquelles les personnes s'étant vu reconnaître la qualité de réfugié ou accorder le bénéfice de la protection subsidiaire et les personnes ayant fait l'objet d'une décision de rejet définitive peuvent être maintenues dans un lieu d'hébergement mentionné à l'article L. 744-3 à titre exceptionnel et temporaire.

« Lorsqu'après une décision de rejet définitive, le délai de maintien dans un lieu d'hébergement mentionné à l'article L. 744-3 prend fin, l'autorité administrative compétente peut, après mise en demeure restée infructueuse, demander en justice qu'il soit enjoint à cet occupant sans titre d'évacuer ce lieu.

« La demande est portée devant le président du tribunal administratif qui statue sur le fondement de l'article L. 521-3 du code de justice administrative et dont l'ordonnance est immédiatement exécutoire. La condition d'urgence prévue à cet article L. 521-3 n'est pas requise. Le président du tribunal administratif peut prononcer, même d'office, une astreinte pour l'exécution de son ordonnance.

« Section 2  
« **Evaluation des besoins**

« Art. L. 744-6. – Suite à la présentation d'une demande d'asile, l'Office français de l'immigration et de l'intégration est chargé de procéder dans un délai raisonnable à un examen de la vulnérabilité du demandeur d'asile afin de déterminer le cas échéant ses besoins particuliers en matière d'accueil. Ces besoins particuliers sont également pris en compte s'ils deviennent manifestes à une étape ultérieure de la procédure d'asile.

« Les informations attestant d'une situation particulière de vulnérabilité, après accord du demandeur d'asile, sont transmises par l'Office français de l'immigration et de l'intégration à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides.

« Elles peuvent faire l'objet d'un traitement automatisé dans les conditions fixées par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

« Un décret en Conseil d'État, pris après avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés, fixe les modalités d'application du présent article. Il précise les modalités de l'évaluation des besoins particuliers ainsi que les modalités de transmission à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides. Il précise également la durée de conservation et les conditions de mise à jour des informations enregistrées, les catégories de personnes pouvant y accéder et les modalités d'habilitation de celles-ci ainsi que, le cas échéant, les conditions dans lesquelles les personnes intéressées peuvent exercer leur droit d'accès.

« Section 3  
« **Orientation des demandeurs**

« Art. L. 744-7. – L'autorité administrative peut subordonner le bénéfice des conditions matérielles d'accueil, telles que définies aux articles L. 348-1 et L. 348-5 du code de l'action sociale et des familles et à l'article L. 744-1 du présent code, à l'acceptation par le demandeur d'asile de l'hébergement proposé, déterminé après examen de ses besoins et des capacités d'hébergement disponibles.

« L'autorité administrative peut accorder à l'intéressé, pour une absence d'une durée de plus de quarante-huit heures, une autorisation de quitter son lieu d'hébergement mentionné à l'alinéa précédent.

« Cette autorisation n'est pas requise lorsque le demandeur d'asile doit se présenter devant les autorités administratives ou les juridictions.

« Sans préjudice de l'article L. 345-2-2 du code de l'action sociale et des familles, en cas de refus de l'hébergement proposé en application du premier alinéa du présent article, le demandeur d'asile ne peut être hébergé dans un établissement mentionné au 8° du I de l'article L. 312-1 et à l'article L. 322-1 du code de l'action sociale et des familles ou bénéficier de l'application de l'article L. 300-1 du code de la construction et de l'habitation.

« Après avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés, un décret en Conseil d'Etat détermine les informations et données échangées entre l'autorité administrative compétente et le service intégré d'accueil et d'orientation pour la mise en œuvre de l'alinéa précédent.

« Art. L. 744-8. – L'autorité administrative peut limiter ou suspendre le bénéfice des conditions matérielles d'accueil si le demandeur d'asile :

« 1° A quitté sans autorisation, alors que cette dernière était requise, son lieu d'hébergement déterminé en application de l'article L. 744-7 ;

« 2° N'a pas respecté l'obligation de se présenter aux autorités, n'a pas répondu aux demandes d'information ou ne s'est pas rendu aux entretiens personnels concernant la procédure d'asile ;

« 3° A dissimulé ses ressources financières ou a fourni des informations mensongères relatives à sa situation familiale ;

« 4° A sollicité le réexamen de sa demande d'asile ;

« 5° Sans motif légitime, n'a pas sollicité l'asile dès qu'il était en mesure de le faire après son entrée en France.

« Dans les cas prévus aux 1° et 2°, l'autorité administrative statue sur le rétablissement éventuel du bénéfice des conditions matérielles d'accueil lorsque le demandeur d'asile est retrouvé ou se présente volontairement aux autorités compétentes.

« La décision est prise après que l'intéressé a été en mesure de présenter ses observations écrites dans les délais impartis.

#### « Section 4

#### « Allocation pour demandeur d'asile

« Art. L. 744-9. – Le demandeur d'asile, qui a accepté les conditions matérielles d'accueil proposées en application de l'article L. 744-1 du présent code, peut bénéficier d'une allocation pour demandeur d'asile, s'il satisfait à des critères d'âge et de ressources. Cette allocation lui est versée par l'Office français de l'immigration et de l'intégration dans l'attente de la décision définitive lui accordant ou lui refusant une protection au titre de l'asile ou jusqu'à son transfert effectif vers un autre Etat membre si sa demande d'asile relève de la compétence de cet Etat.

« Le versement de l'allocation prend fin au terme du mois qui suit celui de la notification de la décision définitive concernant cette demande. Son montant est révisé, le cas échéant, une fois par an, en fonction de l'évolution des prix hors tabac prévue dans le rapport économique, social et financier annexé au projet de loi de finances de l'année.

« L'allocation pour demandeur d'asile est incessible et insaisissable. Pour son remboursement, en cas de versement indu, l'Office français de l'immigration et de l'intégration peut procéder par retenue sur les échéances à venir dues à quelque titre que ce soit. Le montant des retenues ne peut dépasser un plafond dont les modalités sont fixées par voie réglementaire, sauf en cas de remboursement intégral de la dette en un seul versement si le bénéficiaire opte pour cette solution.

« Les blocages de comptes courants de dépôts ou d'avances ne peuvent avoir pour effet de faire obstacle à son insaisissabilité.

« Un décret définit le barème de l'allocation pour demandeur d'asile, en prenant en compte les ressources de l'intéressé, sa situation familiale, son mode d'hébergement et, le cas échéant, les prestations offertes par son lieu d'hébergement.

« Ce décret précise en outre les modalités de versement de l'allocation pour demandeur d'asile. Il prévoit également qu'une retenue peut être effectuée à chaque versement, aux fins de constituer une caution dont le montant est restitué à la sortie du centre, déduit le cas échéant des sommes dues par son bénéficiaire au titre de son hébergement. »

### Article 16

Le code de l'action sociale et des familles est ainsi modifié :

1° Au 2° de l'article L. 111-2, après les mots : « réinsertion sociale », les mots : « ou dans un centre d'accueil pour demandeurs d'asile » sont supprimés.

2° A l'article L. 111-3-1, les mots : « et les centres d'accueil pour demandeurs d'asile » sont supprimés ;

3° A l'article L. 121-13, les mots : « à l'article L. 341-9 du code du travail » sont remplacés par les mots : « à l'article L. 5223-1 du code du travail » ;

4° A l'article L. 264-10, les mots : « qui sollicitent leur admission au séjour au titre de l'asile » est remplacé par les mots : « qui sollicitent l'asile » ;

5° Après l'article L. 312-8, il est inséré un article L. 312-8-1 ainsi rédigé :

« *Art. L. 312-8-1.* – Par dérogation aux dispositions du premier alinéa de l'article L. 312-8, les centres d'accueil pour demandeurs d'asile mentionnés à l'article L. 744-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile communiquent les résultats d'au moins une évaluation interne dans un délai fixé par décret.

« Par dérogation aux dispositions du quatrième alinéa de l'article L. 312-8, les centres d'accueil pour demandeurs d'asile mentionnés à l'article L. 744-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile procèdent au moins à une évaluation externe au plus tard deux ans la date de renouvellement de leur autorisation. » ;

6° Au deuxième alinéa du I de l'article L. 313-1-1, la deuxième phrase est complétée par les mots : « ou s'agissant des centres d'accueil pour demandeurs d'asile » ;

7° L'article L. 313-9 est ainsi modifié :

a) Le 5° est supprimé ;

b) A la première phrase du septième alinéa, la référence : « 5° » est remplacée par la référence : « 4° » ;

8° L'article L. 348-1 est ainsi rédigé :

« *Art. L. 348-1.* – Les personnes dont la demande d'asile a été enregistrée conformément à l'article L. 741-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile peuvent bénéficier d'un hébergement en centre d'accueil pour demandeur d'asile à l'exception des personnes dont la demande d'asile relève d'un autre état membre au sens de l'article L. 742-1 du code précité. » ;

9° Le I de l'article L. 348-2 est ainsi rédigé :

« I. – Les centres d'accueil pour demandeurs d'asile ont pour mission d'assurer l'accueil, l'hébergement ainsi que l'accompagnement social et administratif des personnes dont la demande d'asile a été enregistrée, pendant la durée d'instruction de leur demande d'asile. » ;

10° L'article L. 348-3 est abrogé ;

11° Le premier alinéa de l'article L. 348-4 est ainsi rédigé :

« L'Etat conclut une convention avec le centre d'accueil pour demandeur d'asile, ou un contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens avec la personne morale gestionnaire de ce centre. »

## Article 17

Le code du travail est ainsi modifié :

1° Au quatrième alinéa de l'article L. 5223-1, après le mot : « asile », sont insérés les mots : « et à la gestion de l'allocation pour demandeur d'asile mentionnée à l'article L. 744-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile » ;

2° Le 1° de l'article L. 5423-8 est abrogé ;

3° L'article L. 5423-9 est ainsi modifié :

a) Le 1° et le 3° sont abrogés ;

b) Au 2°, les mots : « à l'article » sont remplacés par les mots : « aux 2° et 6° de l'article » ;

4° A l'article L. 5423-11, les mots : « aux personnes dont la demande d'asile n'a pas fait l'objet d'une décision définitive » et le deuxième alinéa sont supprimés.

### Article 18

I. – Après le 5° du I de l'article L. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, il est inséré un 6° ainsi rédigé :

« 6° Si la reconnaissance de la qualité de réfugié ou le bénéfice de la protection subsidiaire a été définitivement refusé à l'étranger ou si celui-ci ne bénéficie plus du droit de se maintenir en France en application de l'article L. 743-3 et qu'il ne peut bénéficier d'un droit au séjour à un autre titre. »

II. – L'article L. 512-1 du même est ainsi modifié :

1° Après le I, il est inséré un I *bis* ainsi rédigé :

« I *bis*. – L'étranger qui fait l'objet d'une obligation de quitter le territoire sur le fondement du 1°, 2°, 4° ou 6° du I de l'article L. 511-1 et qui dispose du délai de départ volontaire mentionné au premier alinéa du II du même article peut, dans le délai de sept jours suivant sa notification, demander au président du tribunal administratif l'annulation de cette décision, ainsi que l'annulation de la décision mentionnant le pays de destination et de la décision d'interdiction de retour sur le territoire français qui l'accompagnent le cas échéant.

« Le président du tribunal administratif ou le magistrat qu'il désigne à cette fin parmi les membres de sa juridiction ou les magistrats honoraires inscrits sur la liste mentionnée à l'article L. 222-2-1 du code de justice administrative statue au plus tard un mois à compter de sa saisine.

« L'étranger peut demander au président du tribunal administratif ou au magistrat désigné à cette fin le concours d'un interprète et la communication du dossier contenant les pièces sur la base desquelles la décision contestée a été prise.

« L'audience est publique. Elle se déroule sans conclusions du rapporteur public, en présence de l'intéressé, sauf si celui-ci, dûment convoqué, ne se présente pas. L'étranger est assisté de son conseil s'il en a un. Il peut demander au président du tribunal administratif ou au magistrat désigné à cette fin qu'il lui en soit désigné un d'office.

« Toutefois, si l'étranger est placé en rétention en application de l'article L. 551-1 ou assigné à résidence en application de l'article L. 561-2, il est statué selon la procédure et dans le délai prévus au III du présent article. »

2° Après le deuxième alinéa du II, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Dans le cas où l'obligation de quitter le territoire a été prise sur le fondement du 1°, 2°, 4° ou 6° du I de l'article L. 511-1, il est statué sur ce recours selon la procédure et dans les délais prévus au I *bis*. »

CHAPITRE V  
**Dispositions relatives au contenu de la protection**

**Article 19**

I. – Le 8° de l'article L. 314-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est ainsi rédigé :

« 8° A l'étranger qui a obtenu le statut de réfugié en application du livre VII ainsi qu'à son conjoint lorsque le mariage est antérieur à la date de cette obtention ou, à défaut, lorsqu'il a été célébré depuis au moins un an sous réserve d'une communauté de vie effective entre les époux, et à ses enfants non mariés dans l'année qui suit leur dix-huitième anniversaire ou entrant dans les prévisions de l'article L. 311-3 ainsi qu'à ses ascendants directs au premier degré si l'étranger qui a obtenu le statut de réfugié est un mineur non marié ; »

II. – La section 1 du chapitre I<sup>er</sup> du titre I<sup>er</sup> du livre III du même code est complétée par un article L. 311-9 ainsi rédigé :

« *Art. L. 311-9.* – Lorsqu'il est mis fin au statut de réfugié ou au bénéfice de la protection subsidiaire par décision définitive de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides ou par décision de justice ou lorsque l'étranger renonce à ce statut ou à ce bénéfice, la carte de résident mentionnée au 8° de l'article L. 314-11 ou la carte de séjour temporaire mentionnée à l'article L. 313-13 est retirée. L'autorité administrative statue, dans un délai fixé par décret en Conseil d'Etat, sur le droit au séjour de l'intéressé à un autre titre.

« La carte de résident ou la carte de séjour temporaire ne peut être retirée en application du premier alinéa que pendant les cinq années suivant sa première délivrance. »

**Article 20**

L'article L. 111-6 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Une présomption de validité des documents d'état civil versés par le réfugié ou le bénéficiaire d'une protection subsidiaire mentionné à l'article L. 752-1 s'applique lorsque les identités et les liens familiaux correspondent au document établi par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides pour certifier la situation de famille et l'état civil des intéressés. En l'absence d'acte d'état civil, ce document et les éléments de possession d'état définis par l'article 311-1 du code civil les suppléent. Les documents établis par le directeur général de l'Office sur le fondement de l'article L. 721-3 du présent code font foi jusqu'à preuve contraire. »

**Article 21**

Le titre V du livre VII du même code est ainsi rédigé :

« *Titre V*

« ***Contenu de la protection accordée***

« *Chapitre I<sup>er</sup>*

« ***Information et accès aux droits***

« *Art. L. 751-1.* – L'étranger qui a obtenu le statut de réfugié ou le bénéfice de la protection subsidiaire en application du livre VII et s'est engagé dans le parcours d'accueil défini

à l'article L. 311-9 bénéficie d'un accompagnement personnalisé pour l'accès à l'emploi et au logement.

« À cet effet, l'autorité administrative conclut avec les collectivités territoriales et les autres personnes morales concernées ou souhaitant participer à cet accompagnement une convention prévoyant les modalités d'organisation de celui-ci.

« *Art. L. 751-2.* – Dans la mise en œuvre des droits accordés aux bénéficiaires d'une protection internationale, il est tenu compte de la situation spécifique des mineurs et des personnes vulnérables ayant des besoins particuliers.

## *« Chapitre II*

### *« Réunification familiale et intérêt supérieur de l'enfant*

« *Art. L. 752-1.* – Le ressortissant étranger qui a obtenu la qualité de réfugié ou le bénéfice de la protection subsidiaire et qui s'est vu délivrer la carte de résident mentionnée au 8° de l'article L. 314-11 ou la carte de séjour temporaire mentionnée à l'article L. 313-13 peut demander à bénéficier de son droit à être rejoint, au titre de la réunification familiale, par son conjoint, si ce dernier est âgé d'au moins dix-huit ans et si le mariage est antérieur à la date de cette obtention, ainsi que par les enfants du couple âgés au plus de dix-neuf ans. Si le réfugié ou le bénéficiaire de la protection subsidiaire est un mineur non marié, ses ascendants directs au premier degré peuvent se prévaloir de ce droit.

« Les dispositions des articles L. 411-2, L. 411-3, L. 411-4 et du premier alinéa de l'article L. 411-7 sont applicables.

« La réunification familiale n'est pas soumise à des conditions de ressources ou de logement.

« Les membres de la famille d'un réfugié ou d'un bénéficiaire de la protection subsidiaire sollicitent, pour entrer en France, un visa d'entrée pour un séjour d'une durée supérieure à trois mois auprès des autorités diplomatiques et consulaires qui statuent sur cette demande dans les meilleurs délais.

« La réunification familiale ne peut être refusée que si le demandeur ne se conforme pas aux principes essentiels qui, conformément aux lois de la République, régissent la vie familiale en France, pays d'accueil.

« Peut être exclu de la réunification familiale un membre de la famille dont la présence en France constituerait une menace pour l'ordre public.

« *Art. L. 752-2.* – Lorsqu'une protection au titre de l'asile est octroyée à un mineur non accompagné, des mesures sont prises dès que possible pour assurer sa représentation légale. Dans toutes les décisions le concernant, notamment en matière de placement et de recherche des membres de sa famille, il est tenu compte de son intérêt supérieur, de ses besoins particuliers ainsi que de son avis, en fonction de son âge et de sa maturité.

« Si la recherche des membres de sa famille n'a pas commencé, il y est procédé dès que possible. Dans le cas où la vie ou l'intégrité physique du mineur ou de ses parents proches restés dans le pays d'origine serait menacée, cette recherche est menée de manière confidentielle.

« *Art. L. 752-3.* – Dans les cas et selon un rythme et des modalités qu'il détermine, l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides peut demander un certificat médical afin de s'assurer que les circonstances ayant justifié l'octroi de la protection n'ont pas cessé d'exister.

« Un arrêté du ministre chargé de l'asile et du ministre de la santé, pris après avis du directeur général de l'OFPRA, définit les modalités d'application du présent article.

« *Chapitre III*  
« ***Documents de voyage***

« *Art. L. 753-1.* – À moins que des raisons impérieuses de sécurité nationale ou d'ordre public ne s'y opposent, l'étranger titulaire d'un titre de séjour en cours de validité, auquel la qualité de réfugié a été reconnue en application de l'article L. 711-1 et qui se trouve toujours sous la protection de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, peut se voir délivrer un document de voyage dénommé « titre de voyage pour réfugié » l'autorisant à voyager hors du territoire français. Ce titre permet à son titulaire de demander à se rendre dans tous les États à l'exclusion de celui ou de ceux vis-à-vis desquels ses craintes de persécution ont été reconnues comme fondées en application de l'article précité.

« *Art. L. 753-2.* – À moins que des raisons impérieuses de sécurité nationale ou d'ordre public ne s'y opposent, l'étranger titulaire d'un titre de séjour en cours de validité, auquel le bénéfice de la protection subsidiaire a été accordé en application de l'article L. 712-1, qui se trouve toujours sous la protection de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides et qui est dans l'impossibilité d'obtenir un passeport national, peut se voir délivrer un document de voyage dénommé « titre d'identité et de voyage » l'autorisant à voyager hors du territoire français. Ce titre permet à son titulaire de demander à se rendre dans tous les États à l'exclusion de celui ou de ceux dans lesquels il est établi qu'il est exposé à l'une des menaces graves énumérées à l'article précité.

« *Art. L. 753-3.* – À moins que des raisons impérieuses de sécurité nationale ou d'ordre public ne s'y opposent, l'étranger titulaire d'un titre de séjour en cours de validité, reconnu apatride en application de l'article 1<sup>er</sup> de la convention de New-York du 28 septembre 1954, peut se voir délivrer un document de voyage dénommé « titre de voyage pour apatride » l'autorisant à voyager hors du territoire français.

« *Art. L. 753-4.* – Les durées de validité des documents de voyage délivrés aux étrangers en application des articles L. 753-1 à L. 753-3 sont fixées au IV de l'article 953 du code général des impôts.

« *Chapitre IV*  
« ***Dispositions diverses***

« *Art. L. 754-1.* – Les modalités d'application des dispositions du présent livre sont fixées par décret en Conseil d'État, notamment :

« 1° Les conditions d'instruction des demandes d'asile dont l'Office français de protection des réfugiés et apatrides est saisi ;

« 2° Les modalités de désignation des représentants de l'Etat et du représentant du personnel au conseil d'administration, ainsi que celles des personnalités qualifiées ;

« 3° Les délais dans lesquels l'office doit se prononcer lorsqu'il statue selon les procédures prévues aux articles L. 213-8-1, L. 221-1, L. 556-1, L. 723-2, L. 723-3, L. 723-10 et L. 723-14 ;

« 4° Les modalités d'habilitation des associations et d'agrément de leurs représentants par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, mentionnés à l'article L. 723-6 ;

« 5° Les modalités de transcription de l'entretien personnel prévu à l'article L. 723-7 ainsi que les cas dans lesquels, notamment selon les procédures d'examen applicables, cet entretien fait l'objet d'un enregistrement sonore ou est suivi d'un recueil de commentaires ;

« 6° Les modalités de désignation et d'habilitation des agents mentionnés à l'article L. 723-8 ;

« 7° La durée du mandat des membres de la Cour nationale du droit d'asile ;

« 8° Les conditions d'exercice des recours prévus aux articles L. 731-2 et L. 731-3 ainsi que les conditions dans lesquelles le président et les présidents de formation de jugement de la Cour nationale du droit d'asile peuvent, après instruction, statuer par ordonnance sur les demandes qui ne présentent aucun élément sérieux susceptible de remettre en cause la décision d'irrecevabilité ou de rejet du directeur général de l'office ;

« 9° Les conditions et délais de l'enregistrement d'une demande d'asile, y compris en cas d'afflux massifs, mentionnés à l'article L.741-1 ;

« 10° Les conditions de délivrance, la durée de validité et les conditions de renouvellement de l'attestation de demande d'asile mentionnée aux articles L. 741-1, L. 742-1 et L.743-1 ;

« 11° Les conditions de constitution de la liste de personnes morales ou physiques prévue à l'article L. 741-3 ainsi que les conditions de leur indemnisation ;

« 12° Les modalités de mise en œuvre de l'article L.743-2 ;

« 13° Les modalités d'élaboration du schéma national d'hébergement des demandeurs d'asile mentionné à l'article L. 744-2 ;

« 14° Le délai pour la délivrance du titre de séjour après la décision d'octroi par l'office ou la Cour nationale du droit d'asile du statut de réfugié ou de la protection subsidiaire. »

## CHAPITRE VI

### Dispositions relatives aux outre-mer

#### Article 22

Le titre VI du livre VII du même code est ainsi modifié :

1° Son intitulé est ainsi rédigé : « Dispositions relatives aux outre-mer » ;

2° Il est rétabli un article L. 761-1 ainsi rédigé :

« *Art. L. 761-1.* – Le présent livre est applicable à Mayotte sous réserve des adaptations suivantes :

« 1° Le 1° du III de l'article L. 723-2 n'est pas applicable ;

« 2° A l'article L. 741-1, les mots : « et procède à la détermination de l'Etat responsable en application du règlement (UE) n° 604/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 établissant les critères et mécanismes de détermination de l'État membre responsable de l'examen d'une demande de protection internationale introduite dans l'un des États membres par un ressortissant de pays tiers ou un apatride » ne sont pas applicables ;

« 3° Le chapitre II du titre IV du présent livre n'est pas applicable ;

« 4° L'article L. 743-3 n'est pas applicable ;

« 5° Le 1° de l'article L. 744-3 n'est pas applicable ;

« 6° L'article L. 744-9 est ainsi rédigé : « *Art. L. 744-9.* – Le demandeur d'asile dont la demande est enregistrée à Mayotte peut bénéficier d'un hébergement dans une structure mentionnée au 2° de l'article L. 744-3 et de bons, notamment alimentaires. » » ;

3° L'article L. 762-1 est ainsi rédigé :

« *Art. L. 762-1.* – Le présent livre est applicable dans les îles Wallis et Futuna dans sa version issue de la loi n°xxxx-xxx du xx xx xxxx et sous réserve des adaptations suivantes :

« 1° Au dernier alinéa de l'article L. 712-2, les mots : « en France » sont remplacés par les mots : « sur le territoire de la République » ;

- « 2° A l'article L. 723-2 :
- « a) Au 1° du II, les mots : « en France » sont remplacés par les mots : « dans les îles Wallis et Futuna » ;
- « b) Le 1° du III n'est pas applicable ;
- « c) Au 2° du III, les mots : « en France » sont remplacés par les mots : « dans les îles Wallis et Futuna » ;
- « d) Au 3° du III, les mots : « en France » sont remplacés par les mots : « dans les îles Wallis et Futuna » ;
- « e) Au 5° du III, les mots : « en France » sont remplacés par les mots : « sur le territoire de la République » ;
- « 3° A l'article L. 741-1 :
- « a) Au premier alinéa, les mots : « sur le territoire français » sont remplacés par les mots : « dans les îles Wallis et Futuna » et les mots : « et procède à la détermination de l'Etat responsable en application du règlement (UE) n° 604/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 établissant les critères et mécanismes de détermination de l'État membre responsable de l'examen d'une demande de protection internationale introduite dans l'un des États membres par un ressortissant de pays tiers ou un apatride » ne sont pas applicables ;
- « b) Au dernier alinéa, les mots : « visas mentionnés à l'article L. 211-1 » sont remplacés par les mots : « visas requis par l'ordonnance n° 2000-371 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers dans les îles Wallis et Futuna » ;
- « 4° A l'article L. 741-3, les mots : « sur le territoire français » sont remplacés par les mots : « dans les îles Wallis et Futuna » ;
- « 5° Le chapitre II du titre IV n'est pas applicable ;
- « 6° A l'article L. 743-1, les mots : « sur le territoire français » sont remplacés par les mots : « dans les îles Wallis et Futuna » ;
- « 7° A l'article L. 743-2 :
- « a) Au premier alinéa, les mots : « en France » sont remplacés par les mots : « dans les îles Wallis et Futuna » ;
- « b) Au b), les mots : « sur le territoire français » sont remplacés par les mots : « dans les îles Wallis et Futuna » ;
- « 8° L'article L. 743-3 n'est pas applicable ;
- « 9° A l'article L. 743-4, les mots : « en France » sont remplacés par les mots : « dans les îles Wallis et Futuna » ;
- « 10° Les chapitres IV et V du titre IV ne sont pas applicables ;
- « 11° A l'article L. 751-1, la référence à l'article L. 311-9 est remplacée par la référence à l'article 6-3 de l'ordonnance n° 2000-371 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers dans les îles Wallis et Futuna ;
- « 12° A l'article L. 752-1 :
- « a) Au premier alinéa, les mots : « mentionnée au 8° de l'article L. 314-11 » sont remplacés par les mots : « mentionnée au 9° de l'article 20 de l'ordonnance n° 2000-371 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers dans les îles Wallis et Futuna » et les mots : « mentionnée à l'article L. 313-13 » sont remplacés par les mots : « mentionnée à l'article 17 de la même ordonnance » ;
- « b) Le deuxième alinéa est ainsi rédigé :
- « Les dispositions des deuxième et troisième phrase du premier alinéa et le dernier alinéa du I de l'article 42 et l'article 43 de l'ordonnance n° 2000-371 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers dans les îles Wallis et Futuna sont applicables. »
- « c) Au quatrième alinéa, les mots : « en France » sont remplacés par les mots : « dans les îles Wallis et Futuna » ;

« d) Au dernier alinéa, les mots : « en France » sont remplacés par les mots : « dans les îles Wallis et Futuna ». » ;

4° L'article L. 763-1 est ainsi rédigé :

« Art. L. 763-1. – Le présent livre est applicable en Polynésie française dans sa version issue de la loi n°xxxx-xxx du xx xx xxxx et sous réserve des adaptations suivantes :

« 1° Au dernier alinéa de l'article L. 712-2, les mots : « en France » sont remplacés par les mots : « sur le territoire de la République » ;

« 2° A l'article L. 723-2 :

« a) Au 1° du II, les mots : « en France » sont remplacés par les mots : « en Polynésie française » ;

« b) Le 1° du III n'est pas applicable ;

« c) Au 2° du III, les mots : « en France » sont remplacés par les mots : « en Polynésie française » ;

« d) Au 3° du III, les mots : « en France » sont remplacés par les mots : « en Polynésie française » ;

« e) Au 5° du III, les mots : « en France » sont remplacés par les mots : « sur le territoire de la République » ;

« 3° A l'article L. 741-1 :

« a) Au premier alinéa, les mots : « sur le territoire français » sont remplacés par les mots : « en Polynésie française » et les mots : « et procède à la détermination de l'Etat responsable en application du règlement (UE) n° 604/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 établissant les critères et mécanismes de détermination de l'État membre responsable de l'examen d'une demande de protection internationale introduite dans l'un des États membres par un ressortissant de pays tiers ou un apatride » ne sont pas applicables ;

« b) Au dernier alinéa, les mots : « visas mentionnés à l'article L. 211-1 » sont remplacés par les mots : « visas requis par l'ordonnance n° 2000-372 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en Polynésie française » ;

« 4° A l'article L. 741-3, les mots : « sur le territoire français » sont remplacés par les mots : « en Polynésie française » ;

« 5° Le chapitre II du titre IV n'est pas applicable ;

« 6° A l'article L. 743-1, les mots : « sur le territoire français » sont remplacés par les mots : « en Polynésie française » ;

« 7° A l'article L. 743-2 :

« a) Au premier alinéa, les mots : « en France » sont remplacés par les mots : « en Polynésie française » ;

« b) Au b), les mots : « sur le territoire français » sont remplacés par les mots : « en Polynésie française » ;

« 8° L'article L. 743-3 n'est pas applicable ;

« 9° A l'article L. 743-4, les mots : « en France » sont remplacés par les mots : « en Polynésie française » ;

« 10° Les chapitres IV et V du titre IV ne sont pas applicables ;

« 11° A l'article L. 751-1, la référence à l'article L. 311-9 est remplacée par la référence à l'article 6-3 de l'ordonnance n° 2000-372 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en Polynésie française ;

« 12° A l'article L. 752-1 :

« a) Au premier alinéa, les mots : « mentionnée au 8° de l'article L. 314-11 » sont remplacés par les mots : « mentionnée au 9° de l'article 22 de l'ordonnance n° 2000-372 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en Polynésie française » et

les mots : « mentionnée à l'article L. 313-13 » sont remplacés par les mots : « mentionnée à l'article 18 de la même ordonnance » ;

« b) Le deuxième alinéa est ainsi rédigé :

« Les dispositions des deuxième et troisième phrase du premier alinéa et le dernier alinéa du I de l'article 44 et l'article 45 de l'ordonnance n° 2000-372 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en Polynésie française. »

« c) Au quatrième alinéa, les mots : « en France » sont remplacés par les mots : « en Polynésie française » ;

« d) Au dernier alinéa, les mots : « en France » sont remplacés par les mots : « en Polynésie française ». » ;

5° L'article L. 764-1 est ainsi rédigé :

« Art. L. 764-1. – Le présent livre est applicable en Nouvelle-Calédonie dans sa version issue de la loi n° xxxx-xxx du xx xx xxxx et sous réserve des adaptations suivantes :

« 1° Au dernier alinéa de l'article L. 712-2, les mots : « en France » sont remplacés par les mots : « sur le territoire de la République » ;

« 2° A l'article L. 723-2 :

« a) Au 1° du II, les mots : « en France » sont remplacés par les mots : « en Nouvelle-Calédonie » ;

« b) Le 1° du III n'est pas applicable ;

« c) Au 2° du III, les mots : « en France » sont remplacés par les mots : « en Nouvelle-Calédonie » ;

« d) Au 3° du III, les mots : « en France » sont remplacés par les mots : « en Nouvelle-Calédonie » ;

« e) Au 5° du III, les mots : « en France » sont remplacés par les mots : « sur le territoire de la République » ;

« 3° A l'article L. 741-1 :

« a) Au premier alinéa, les mots : « sur le territoire français » sont remplacés par les mots : « en Nouvelle-Calédonie » et les mots : « et procède à la détermination de l'Etat responsable en application du règlement (UE) n° 604/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 établissant les critères et mécanismes de détermination de l'État membre responsable de l'examen d'une demande de protection internationale introduite dans l'un des États membres par un ressortissant de pays tiers ou un apatride » ne sont pas applicables ;

« b) Au dernier alinéa, les mots : « visas mentionnés à l'article L. 211-1 » sont remplacés par les mots : « visas requis par l'ordonnance n° 2002-388 du 20 mars 2002 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en Nouvelle-Calédonie » ;

« 4° A l'article L. 741-3, les mots : « sur le territoire français » sont remplacés par les mots : « en Nouvelle-Calédonie » ;

« 5° Le chapitre II du titre IV n'est pas applicable ;

« 6° A l'article L. 743-1, les mots : « sur le territoire français » sont remplacés par les mots : « en Nouvelle-Calédonie » ;

« 7° A l'article L. 743-2 :

« a) Au premier alinéa, les mots : « en France » sont remplacés par les mots : « en Nouvelle-Calédonie » ;

« b) Au b), les mots : « sur le territoire français » sont remplacés par les mots : « en Nouvelle-Calédonie » ;

« 8° L'article L. 743-3 n'est pas applicable ;

« 9° A l'article L. 743-4, les mots : « en France » sont remplacés par les mots : « en Nouvelle-Calédonie » ;

« 10° Les chapitres IV et V du titre IV ne sont pas applicables ;

« 11° A l'article L. 751-1, la référence à l'article L. 311-9 est remplacée par la référence à l'article 6-3 de l'ordonnance n° 2002-388 du 20 mars 2002 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en Nouvelle-Calédonie ;

« 12° A l'article L. 752-1 :

« a) Au premier alinéa, les mots : « mentionnée au 8° de l'article L. 314-11 » sont remplacés par les mots : « mentionnée au 5° de l'article 22 de l'ordonnance n° 2002-388 du 20 mars 2002 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en Nouvelle-Calédonie » et les mots : « mentionnée à l'article L. 313-13 » sont remplacés par les mots : « mentionnée à l'article 18 de la même ordonnance » ;

« b) Le deuxième alinéa est ainsi rédigé :

« Les dispositions des deuxième et troisième phrases du premier alinéa et le dernier alinéa du I de l'article 44 et l'article 45 de l'ordonnance n° 2002-388 du 20 mars 2002 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en Nouvelle-Calédonie. »

« c) Au quatrième alinéa, les mots : « en France » sont remplacés par les mots : « en Nouvelle-Calédonie » ;

« d) Au dernier alinéa, les mots : « en France » sont remplacés par les mots : « en Nouvelle-Calédonie ». » ;

6° Le chapitre VI est ainsi rédigé :

*« Chapitre VI*

**« Dispositions applicables à Saint-Barthélemy, à Saint Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon**

« Art. L. 766-1. – Le présent livre est applicable à Saint-Barthélemy dans sa version issue de la loi n°xxxx-xxx du xx xx xxxx et sous réserve des adaptations suivantes :

« 1° Au dernier alinéa de l'article L. 712-2, les mots : « en France » sont remplacés par les mots : « sur le territoire de la République » ;

« 2° A l'article L. 723-2 :

« a) Au 1° du II, les mots : « en France » sont remplacés par les mots : « sur le territoire de Saint-Barthélemy » ;

« b) Le 1° du III n'est pas applicable ;

« c) Au 2° du III, les mots : « en France » sont remplacés par les mots : « sur le territoire de Saint-Barthélemy » ;

« d) Au 3° du III, les mots : « en France » sont remplacés par les mots : « sur le territoire de Saint-Barthélemy » ;

« e) Au 5° du III, les mots : « en France » sont remplacés par les mots : « sur le territoire de la République » ;

« 3° Au premier alinéa de l'article L. 741-1, les mots : « sur le territoire français » sont remplacés par les mots : « sur le territoire de Saint-Barthélemy » et les mots : « et procède à la détermination de l'Etat responsable en application du règlement (UE) n° 604/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 établissant les critères et mécanismes de détermination de l'État membre responsable de l'examen d'une demande de protection internationale introduite dans l'un des États membres par un ressortissant de pays tiers ou un apatride » ne sont pas applicables ;

« 4° A l'article L. 741-3, les mots : « sur le territoire français » sont remplacés par les mots : « sur le territoire de Saint-Barthélemy » ;

« 5° Le chapitre II du titre IV n'est pas applicable ;

« 6° A l'article L. 743-1 :

« a) Les mots : « sur le territoire français » sont remplacés par les mots : « sur le territoire de Saint-Barthélemy » ;

« b) Il est inséré un second alinéa ainsi rédigé : « Si l'office décide d'entendre le demandeur hors de la collectivité de Saint-Barthélemy, celui-ci reçoit les autorisations nécessaires. » ;

« 7° A l'article L. 743-2 :

« a) Au premier alinéa, les mots : « en France » sont remplacés par les mots : « à Saint Barthélemy » ;

« b) Au b), les mots : « sur le territoire français » sont remplacés par les mots : « sur le territoire de Saint-Barthélemy » ;

« 8° L'article L. 743-3 n'est pas applicable ;

« 9° A l'article L. 743-4, les mots : « en France » sont remplacés par les mots : « sur le territoire de Saint-Barthélemy » ;

« 10° A l'article L. 752-1 :

« a) Au quatrième alinéa, les mots : « en France » sont remplacés par les mots : « sur le territoire de Saint-Barthélemy » ;

« b) Au dernier alinéa, les mots : « en France » sont remplacés par les mots : « sur le territoire de Saint-Barthélemy » ».

« Art. L. 766-2. – Le présent livre est applicable à Saint-Martin dans sa version issue de la loi n°xxxx-xx du xx xx xxxx et sous réserve des adaptations suivantes :

« 1° Au dernier alinéa de l'article L. 712-2, les mots : « en France » sont remplacés par les mots : « sur le territoire de la République » ;

« 2° A l'article L. 723-2 :

« a) Au 1° du II, les mots : « en France » sont remplacés par les mots : « sur le territoire de Saint-Martin » ;

« b) Le 1° du III n'est pas applicable

« c) Au 2° du III, les mots : « en France » sont remplacés par les mots : « sur le territoire de Saint-Martin » ;

« d) Au 3° du III, les mots : « en France » sont remplacés par les mots : « sur le territoire de Saint-Martin » ;

« e) Au 5° du III, les mots : « en France » sont remplacés par les mots : « sur le territoire de la République » ;

« 3° Au premier alinéa de l'article L. 741-1, les mots : « sur le territoire français » sont remplacés par les mots : « sur le territoire de Saint-Martin » et les mots : « et procède à la détermination de l'Etat responsable en application du règlement (UE) n° 604/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 établissant les critères et mécanismes de détermination de l'État membre responsable de l'examen d'une demande de protection internationale introduite dans l'un des États membres par un ressortissant de pays tiers ou un apatride » ne sont pas applicables ;

« 4° A l'article L. 741-3, les mots : « sur le territoire français » sont remplacés par les mots : « sur le territoire de Saint-Martin » ;

« 5° Le chapitre II du titre IV n'est pas applicable ;

« 6° A l'article L. 743-1 :

« a) Les mots : « sur le territoire français » sont remplacés par les mots : « sur le territoire de Saint-Martin » ;

« b) Il est inséré un second alinéa ainsi rédigé : « Si l'office décide d'entendre le demandeur hors de la collectivité de Saint-Martin, celui-ci reçoit les autorisations nécessaires. » ;

« 7° A l'article L. 743-2 :

« a) Au premier alinéa, les mots : « en France » sont remplacés par les mots : « à Saint-Martin » ;

« b) Au b), les mots : « sur le territoire français » sont remplacés par les mots : « sur le territoire de Saint-Martin » ;

« 8° L'article L. 743-3 n'est pas applicable ;  
« 9° A l'article L. 743-4, les mots : « en France » sont remplacés par les mots : « sur le territoire de Saint-Martin » ;  
« 10° A l'article L. 752-1 :  
« a) Au quatrième alinéa, les mots : « en France » sont remplacés par les mots : « sur le territoire de Saint-Martin » ;  
« b) Au dernier alinéa, les mots : « en France » sont remplacés par les mots : « sur le territoire de Saint-Martin » ».

« Art. L. 766-3. – Pour l'application du présent livre à Saint-Pierre-et-Miquelon :  
« 1° Le 1° du III de l'article L. 723-2 n'est pas applicable ;  
« 2° Au premier alinéa de l'article L. 741-1, les mots : « et procède à la détermination de l'Etat responsable en application du règlement (UE) n° 604/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 établissant les critères et mécanismes de détermination de l'État membre responsable de l'examen d'une demande de protection internationale introduite dans l'un des États membres par un ressortissant de pays tiers ou un apatride » ne sont pas applicables ;  
« 3° Le chapitre II du titre IV n'est pas applicable ;  
« 4° L'article L. 743-3 n'est pas applicable ;  
« 5° Au quatrième alinéa de l'article L. 752-1 les mots : « en France » sont remplacés par les mots : « sur le territoire de Saint-Pierre-et-Miquelon » ».

7° Après le chapitre VI, il est ajouté un chapitre VII ainsi rédigé :

#### *« Chapitre VII*

#### **« Dispositions particulières à la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique et La Réunion**

« Art. L. 767-1. – Pour l'application du présent livre en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique et à La Réunion :  
« 1° Le 1° du III de l'article L. 723-2 n'est pas applicable ;  
« 2° A l'article L. 741-1, les mots : « et procède à la détermination de l'Etat responsable en application du règlement (UE) n° 604/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 établissant les critères et mécanismes de détermination de l'État membre responsable de l'examen d'une demande de protection internationale introduite dans l'un des États membres par un ressortissant de pays tiers ou un apatride » ne sont pas applicables ;  
« 3° Le chapitre II du titre IV du présent livre n'est pas applicable ;  
« 4° L'article L. 743-3 n'est pas applicable. »

### **Article 23**

I. – L'ordonnance n° 2000-371 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers dans les îles Wallis est ainsi modifiée :

1° A l'article 6-7 :

a) Au premier alinéa, les mots : « d'un récépissé d'une demande d'asile » sont remplacés par les mots : « d'une attestation de demande d'asile » ;

b) Au dernier alinéa, après les mots : « reconnaître la qualité de réfugié », sont insérés les mots : « ou accorder le bénéfice de la protection subsidiaire » et les mots : « d'un récépissé d'une demande d'asile » sont remplacés par les mots : « d'une attestation de demande d'asile » ;

2° L'article 17 est ainsi rédigé :

« Art. 17. – Sauf si leur présence constitue une menace pour l'ordre public, la carte de séjour temporaire prévue à l'article 16 est délivrée de plein droit :

« 1° A l'étranger qui a obtenu le bénéfice de la protection subsidiaire en application du livre VII du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;

« 2° A son conjoint lorsque le mariage est antérieur à la date d'obtention de la protection subsidiaire ou, à défaut, lorsqu'il a été célébré depuis au moins un an, sous réserve d'une communauté de vie effective entre époux ;

« 3° A ses enfants non mariés dans l'année qui suit leur dix-huitième anniversaire ou entrant dans les prévisions de l'article 11 ;

« 4° A ses ascendants directs au premier degré si l'étranger qui a obtenu le bénéfice de la protection est un mineur non marié.

« La condition prévue à l'article 6-1 n'est pas exigée.

« Par dérogation à l'article 14, la carte délivrée au titre du présent article est renouvelable dans les mêmes conditions pour une durée de deux ans. Elle donne droit à l'exercice d'une activité professionnelle. » ;

3° Le 9° de l'article 20 est ainsi rédigé :

« 9° A l'étranger qui a obtenu le statut de réfugié en application du livre VII du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ainsi qu'à son conjoint lorsque le mariage est antérieur à la date de cette obtention ou, à défaut, lorsqu'il a été célébré depuis au moins un an sous réserve d'une communauté de vie effective entre les époux, à ses enfants non mariés dans l'année qui suit leur dix-huitième anniversaire ou entrant dans les prévisions de l'article 11 ainsi qu'à ses ascendants directs au premier degré si l'étranger qui a obtenu le statut de réfugié est un mineur non marié ; »

4° Au 1° de l'article 37, les mots : « Commission des recours des réfugiés » sont remplacés par les mots : « Cour nationale du droit d'asile » et, après les mots : « lui a reconnu le statut de réfugié », sont insérés les mots : « ou lui accordé le bénéfice de la protection subsidiaire » ;

5° L'article 45 est ainsi rédigé :

« Art. 45. – Tout étranger présent dans les îles Wallis et Futuna et souhaitant solliciter l'asile présente sa demande dans les conditions fixées aux chapitres I<sup>er</sup> et III du titre IV du livre VII du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile. »

6° A l'article 46, après les mots : « a été définitivement refusé », sont insérés les mots : « ou qui ne bénéficie plus du droit de se maintenir en France en application de l'article L. 743-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ».

II. – L'ordonnance n° 2000-372 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en Polynésie française est ainsi modifiée :

1° A l'article 7-1 :

a) Au premier alinéa, les mots : « d'un récépissé d'une demande d'asile » sont remplacés par les mots : « d'une attestation de demande d'asile » ;

b) Au dernier alinéa, après les mots : « reconnaître la qualité de réfugié », sont insérés les mots : « ou accorder le bénéfice de la protection subsidiaire » et les mots : « d'un récépissé d'une demande d'asile » sont remplacés par les mots : « d'une attestation de demande d'asile » ;

2° L'article 18 est ainsi rédigé :

« Art. 18. – Sauf si leur présence constitue une menace pour l'ordre public, la carte de séjour temporaire prévue à l'article 17 est délivrée de plein droit :

« 1° A l'étranger qui a obtenu le bénéfice de la protection subsidiaire en application du livre VII du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;

« 2° A son conjoint lorsque le mariage est antérieur à la date d'obtention de la protection subsidiaire ou, à défaut, lorsqu'il a été célébré depuis au moins un an, sous réserve d'une communauté de vie effective entre époux ;

« 3° A ses enfants non mariés dans l'année qui suit leur dix-huitième anniversaire ou entrant dans les prévisions de l'article 12 ;

« 4° A ses ascendants directs au premier degré si l'étranger qui a obtenu le bénéfice de la protection est un mineur non marié.

« La condition prévue à l'article 6-1 n'est pas exigée.

« Par dérogation à l'article 15, la carte délivrée au titre du présent article est renouvelable dans les mêmes conditions pour une durée de deux ans. Elle donne droit à l'exercice d'une activité professionnelle. » ;

3° Le 9° de l'article 22 est ainsi rédigé :

« 9° A l'étranger qui a obtenu le statut de réfugié en application du livre VII du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ainsi qu'à son conjoint lorsque le mariage est antérieur à la date de cette obtention ou, à défaut, lorsqu'il a été célébré depuis au moins un an sous réserve d'une communauté de vie effective entre les époux, à ses enfants non mariés dans l'année qui suit leur dix-huitième anniversaire ou entrant dans les prévisions de l'article 12 ainsi qu'à ses ascendants directs au premier degré si l'étranger qui a obtenu le statut de réfugié est un mineur non marié ; »

4° Au 1° de l'article 39, les mots : « Commission des recours des réfugiés » sont remplacés par les mots : « Cour nationale du droit d'asile » et, après les mots : « lui a reconnu le statut de réfugié », sont insérés les mots : « ou lui accordé le bénéfice de la protection subsidiaire » ;

5° L'article 47 est ainsi rédigé :

« *Art. 47.* – Tout étranger présent en Polynésie française et souhaitant solliciter l'asile présente sa demande dans les conditions fixées aux chapitre I<sup>er</sup> et III du titre IV du livre VII du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile. »

6° A l'article 48, après les mots : « a été définitivement refusé », sont insérés les mots : « ou qui ne bénéficie plus du droit de se maintenir en France en application de l'article L. 743-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ».

III. – L'ordonnance n° 2002-388 du 20 mars 2002 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en Nouvelle-Calédonie est ainsi modifiée :

1° A l'article 6-7 :

a) Au premier alinéa, les mots : « d'un récépissé d'une demande d'asile » sont remplacés par les mots : « d'une attestation de demande d'asile » ;

b) Au dernier alinéa, après les mots : « reconnaître la qualité de réfugié », sont insérés les mots : « ou accorder le bénéfice de la protection subsidiaire » et les mots : « d'un récépissé d'une demande d'asile » sont remplacés par les mots : « d'une attestation de demande d'asile » ;

2° L'article 18 est ainsi rédigé :

« *Art. 18.* – Sauf si leur présence constitue une menace pour l'ordre public, la carte de séjour temporaire prévue à l'article 17 est délivrée de plein droit :

« 1° A l'étranger qui a obtenu le bénéfice de la protection subsidiaire en application du livre VII du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;

« 2° A son conjoint lorsque le mariage est antérieur à la date d'obtention de la protection subsidiaire ou, à défaut, lorsqu'il a été célébré depuis au moins un an, sous réserve d'une communauté de vie effective entre époux ;

« 3° A ses enfants non mariés dans l'année qui suit leur dix-huitième anniversaire ou entrant dans les prévisions de l'article 12 ;

« 4° A ses ascendants directs au premier degré si l'étranger qui a obtenu le bénéfice de la protection est un mineur non marié.

« La condition prévue à l'article 6-1 n'est pas exigée.

« Par dérogation à l'article 15, la carte délivrée au titre du présent article est renouvelable dans les mêmes conditions pour une durée de deux ans. Elle donne droit à l'exercice d'une activité professionnelle. » ;

3° Le 5° de l'article 22 est ainsi rédigé :

« 5° A l'étranger qui a obtenu le statut de réfugié en application du livre VII du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ainsi qu'à son conjoint lorsque le mariage est antérieur à la date de cette obtention ou, à défaut, lorsqu'il a été célébré depuis au moins un an sous réserve d'une communauté de vie effective entre les époux, à ses enfants non mariés dans l'année qui suit leur dix-huitième anniversaire ou entrant dans les prévisions de l'article 12 ainsi qu'à ses ascendants directs au premier degré si l'étranger qui a obtenu le statut de réfugié est un mineur non marié ; »

4° Au 1° de l'article 39, les mots : « Commission des recours des réfugiés » sont remplacés par les mots : « Cour nationale du droit d'asile » et, après les mots : « lui a reconnu le statut de réfugié », sont insérés les mots : « ou lui accordé le bénéfice de la protection subsidiaire » ;

5° L'article 47 est ainsi rédigé :

« Art. 47. – Tout étranger présent en Nouvelle-Calédonie et souhaitant solliciter l'asile présente sa demande dans les conditions fixées aux chapitres I<sup>er</sup> et III du titre IV du livre VII du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile. »

6° A l'article 48, après les mots : « a été définitivement refusé », sont insérés les mots : « ou qui ne bénéficie plus du droit de se maintenir en France en application de l'article L. 743-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ».

## CHAPITRE VII

### Dispositions finales

#### Article 24

I. – L'article L. 5223-4 du code du travail est abrogé.

II. – L'accès à la fonction publique de l'État prévu à l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique est ouvert, dans les conditions prévues au chapitre I<sup>er</sup> du titre I<sup>er</sup> de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 précitée, aux agents contractuels de droit public occupant, à la date du 31 décembre 2013, un emploi de l'Office français de l'immigration et de l'intégration mentionné à l'article L. 5223-1 du code du travail.

Pour l'application des dispositions du chapitre I<sup>er</sup> du titre I<sup>er</sup> de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 précitée, la date prise en compte pour apprécier les conditions d'emploi et d'ancienneté des agents mentionnés au II est la date du 31 décembre 2013.

Les agents qui n'accèdent pas à un corps de fonctionnaires bénéficient des dispositions prévues au dernier alinéa de l'article 3 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État.

III. – Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 précitée, l'accès à la fonction publique de l'État peut être ouvert aux agents mentionnés au II du présent article pendant une durée de trois ans à compter de la publication de la présente loi.

### **Article 25**

I. – Les articles L. 213-8-1, L. 213-8-2, L. 213-9, L. 221-1, L. 224-1, L. 556-1, L. 722-1, L. 723-1 à L. 723-7 et L. 723-10 à L. 723-15, L. 741-1 à L. 741-3, L. 742-1 à L. 742-7 et L. 743-1 à L. 743-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, dans leur rédaction résultant de la présente loi, s'appliquent aux demandes d'asile présentés à compter d'une date fixée par décret en Conseil d'Etat, qui ne pourra être postérieure au 1<sup>er</sup> juillet 2015.

II. – Les articles L. 744-1 à L. 744-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, dans leur rédaction résultant de la présente loi, s'appliquent aux demandeurs d'asile dont la demande a été enregistrée à compter d'une date fixée par décret en Conseil d'Etat.